

RIFFONNEAU CAROLINE

Master 2 Professionnel
Stratégie des Echanges Culturels Internationaux
Institut d'Etudes Politiques de Lyon

« La culture au secours du développement ? » La question du référentiel culturel dans l'aide au développement. Exemple de l'Amérique Latine

Sous la direction de Mme Narvaez-Goldstein
Année 2004-2005

Table des matières

Epigraphe .	1
Introduction . .	3
Partie I- Culture et développement : l'ambiguïté du référentiel culturel dans la pratique de l'aide. .	13
A- La culture occidentale portée par les projets de développement. .	14
1- La culture économique .	14
2- L'image de la modernité .	17
B. La nouvelle dimension culturelle du développement .	19
1- La culture, l'éventuelle clé du développement . .	20
2- La dimension culturelle de l'action d'ONG . .	24
C- Des rapports Nord/Sud mentalement intégrés. .	28
1- Les rouages de l'aide en faveur d'une domination occidentale . .	28
2- Nouveau contenant pour un même contenu ? .	32
Partie II- Un référentiel culturel pour la promotion d'un développement endogène .	37
A. La dynamique sociale de l'Amérique latine .	38
1- ONG, population et Etat en Amérique Latine .	38
2- Du Chiapas à l'altermondialisme, une nouvelle force sociale .	42
B. Le succès des initiatives endogènes .	43
1- La méthodologie du développement endogène .	44
C- La redéfinition des rapports Nord/Sud .	48
1- La promotion d'un démarche d'évaluation . .	48
2- La notion de partenaire au sein des réseaux internationaux . .	50
Conclusion .	55
Bibliographie . .	59
Mondialisation culturelle, développement, occidentalisation . .	59
Le rôle des ONG et la coopération . .	59

Culture et développement . .	60
L'Amérique de Sud . .	61
Projets de développement, expériences et documents pratiques : . .	61
Revue .	62
Documents et sites Internet .	63
ANNEXES .	65
Annexe 1 : Présentation du CENIT . .	65
Annexe 2: Présentation de l'association AVSF . .	69
Annexe 3 EthnicA .	72
Annexe 4 Questionnaire envoyé à 10 ONG .	72

Epigraphe

**« C'est le moment de dire aux institutions que nous sommes fatigués de projets qui ont été étudiés derrière une table et qui sont arrivés à nos foyers, et qui sont restés quatre ans et qui sont partis sans laisser aucune trace de progrès »
Rigoberta Menchu, 1992 ¹**

¹ *Primer Congreso de organizaciones del campo, Lima, fev 1994, in, « ONG paysannes et indigènes en Amérique Latine, mutation et recomposition vers le troisième millénaire » « ONG, coopération internationale et recherche : entre l'appui aux paysans et le renforcement de leur exclusion », p93-112, E. del Pozo, édition Charles Léopold Mayer, collection agriculture paysanne, société et mondialisation, 1997, 177pp*

Introduction

Le 20 janvier 1949, le Président des Etats-Unis d'Amérique, H. Truman prononce un discours qui marque la naissance du concept de développement. Il qualifie alors la majeure partie du monde de régions sous développées. Ce concept englobe « ***l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère sud*** »² et introduit « ***une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement*** »³. Ce discours se fonde sur la logique qu'« ***une plus grosse production est la clef de la prospérité et de la paix*** »⁴. Selon Truman, le monde se transforme en une arène économique. L'impératif de développement se concrétise alors par une exploitation des ressources comme facteur de bien-être et de progrès. Le degré de civilisation se mesure au niveau de production selon un schéma universel : développement /sous-développement.

2

Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., sous la direction de, *La culture, clé du développement ?*, Alternatives, l'Harmatan, Paris, 1983, 195 p.

3

Ibid

4

Ibid

La base de cette idéologie dominante est une conception linéaire et mécanique de l'histoire faite d'étapes identiques. L'idée est que le principal objectif de toute société est d'acquérir les valeurs de celles dites développées. Le développement en occident apparaît comme un processus naturel, souhaitable et inéluctable⁵. C'est un processus cumulatif, continu et irréversible, soumis à une finalité. Il se fonde sur les 5 étapes dégagées par l'économiste Rostow⁶ : société traditionnelle/ prédécollage/ décollage/ maturation/ société de consommation. Ainsi toute société serait vouée à suivre ce schéma de développement. C'est devenu le mythe fondateur de l'occident qui s'est caractérisé pendant longtemps par une application universelle des mêmes plans de réformes institutionnelles. Les traditions, les caractéristiques socioculturelles de chaque société étant dissoutes dans les modèles types des planificateurs. Tout était basé sur ce qui s'est avéré être une fiction pure : l'identification du progrès économique au progrès social. **« Parler de développement ne signifie rien d'autre que projeter sur le reste du monde le modèle américain. »**⁷ Par ailleurs le processus reste centré sur l'économie. La course au développement comme voie de modernisation s'est traduite par l'importation massive de technologies, la disparition de l'agriculture de subsistance, l'apparition d'économie monétaire dans les zones rurales, le salariat et un nouveau rapport à la terre. **« Le développement a principalement pris la forme d'un transfert de la culture des pays industrialisés aux pays du Tiers Monde [...] il a pratiquement joué le même rôle que la colonisation naguère »**⁸

Dans les années soixante et soixante dix, l'échec des politiques de transfert technologique et d'assistance des organismes d'aide et de développement s'est rapidement fait sentir⁹. Les programmes mis en place par les organismes internationaux et les agences de coopération bilatérale sont pris pour cible au vu des faibles résultats du « rattrapage économique ». Les principales puissances économiques industrielles étaient plus préoccupées du maintien de leur influence sur les régions fragiles que d'assurer leur développement. Elles ont entretenu un refus commun de tenir compte de l'hétérogénéité des situations nationales et de leurs potentiels de changement. Or l'inadéquation des réalisations par rapport aux besoins et aux conditions locales met en évidence

5

Les empêcheurs de développer en rond, Perrot M.D,
<http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lalignedhorizon/mdperrot.htm>

⁶ Dupuis X., *Culture et Développement : de la reconnaissance à l'évaluation*, UNESCO/ICA, Paris, 1991, p 79, 174p.

⁷ Sachs W. et Esteva G., *Des ruines du développement*, édition du Serpent à Plumes, 2003, 180p.

8

Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., *op cit*

9

Guichaoua A. *L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération*, in *Coopération internationale : le temps des incertitudes*, Revue Tiers Monde, sous la direction de A.Guichaoua, PUF,1997, pp.490-516

l'importance de la prise en compte de la structure sociale concernée. Sont principalement visés, les pays dits « ajusteurs » : le Royaume Uni, les Etats-Unis et les institutions de Bretton Woods, emblématiques de leur politique.

L'OMC, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International sont des institutions créées pour réguler le système international¹⁰. Il s'agit d'une gouvernance mondiale à défaut d'un gouvernement. C'est au sein de ces institutions, où se jouent les rapports de force et d'influence de la scène internationale, que sont mises en forme les politiques d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté. Contre ces maux, elles préconisent des plans d'ajustement structurel qui ont pour finalité des réformes visant à accroître le poids des « échangeables », ainsi qu'à ouvrir et libéraliser les économies afin de les mettre sur le sentier de la croissance. Le FMI a pour mission première de faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international, alors que la Banque Mondiale se concentre sur l'accroissement de la productivité. L'OMC doit, de son côté, réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce international par le démantèlement des barrières douanières. Leurs activités se sont peu à peu tournées vers la lutte contre la pauvreté (et particulièrement la lutte contre le SIDA) ainsi que vers les nouveaux problèmes de société, tels que les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ces institutions s'inscrivent parfaitement dans ce que l'on peut appeler l'ère de la modernité, et cherchent à en faciliter la diffusion à l'échelle universelle. Mais la déception face aux promesses développementalistes reste forte. Il faut désormais justifier le système d'aide et son adéquation avec les tâches qui lui sont imputées. Les échecs sont imposés autant à ceux qui ne se développent pas qu'aux experts qui sont payés pour y parvenir. On reformule alors les principales idées forces des plans d'ajustement structurel derrière un développement « à particule » valorisé par un habillage culturel, endogène, participatif... On assiste à un changement dans la formulation des politiques de développement. En 1972, eut lieu la première recommandation de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe, organisée par l'UNESCO. Il y fut admis que ***« La culture n'est plus seulement une accumulation d'œuvres et de connaissances qu'une élite produit, recueille et conserve pour les mettre à la portée de tous ou qu'un peuple riche en passé et en patrimoine offre à d'autre comme un modèle dont leur histoire les aurait privés[...] La culture ne se limite pas à l'accès aux œuvres d'art et aux humanités mais est tout à la fois acquisition de connaissances, exigence d'un mode de vie, besoin de communication [...] elle n'est pas un territoire à conquérir ou à posséder mais une façon de se comporter avec soi même, ses semblables, la nature [...] elle n'est pas seulement un domaine qu'il convient de démocratiser mais elle est devenue une démocratie à mettre en marche. »***¹¹ En 1973, la conférence de Jakarta constate qu'aucun modèle de développement ne pouvait être importé sans intégration des dimensions locales, régionales et nationales. Aucun modèle ne pouvait être imposé. ***« Le développement,***

¹⁰ FMI, Banque Mondiale et OMC : libération, ajustement structurel et/ou développement www.eleves.ens.fr/attach/Mendes.pdf

¹¹

Dupuis X., *op cit*, p21

quand il repose sur une conception mécaniste de l'économie, a parfois provoqué une aggravation des disparités et des tensions sociales, entravant ainsi l'édification nationale. Le développement culturel, en tant que quête continue de nouveaux systèmes de valeurs et moyens de stimuler la conscience sociale, peut être un instrument de libération et mettre fin à la dichotomie entre le moderne et le traditionnel, et entre l'urbain et le rural. »¹² La conférence de Bogotá de 1978 affirme la « conviction qu'une conception du développement fondée sur des facteurs purement économiques engendre des situations qui aggravent le sous-développement et que seule l'intégration des facteurs culturels permet aux choix faits en matière de développement, de répondre pleinement aux besoins et aux aspirations des groupes sociaux et nations que ces choix concernent. »¹³ En 1986 les Nations Unies rédigent une « Déclaration sur le droit au développement » qui se définit comme un **"processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien être de l'ensemble de la population active, libre et significative au développement au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent."**¹⁴

Le développement économique se pare du concept de culture afin de mieux appréhender les différences nationales auxquelles il doit faire face.¹⁵ Pour l'Unesco, la dimension culturelle du développement signifie, tout d'abord, donner enfin à la culture un rôle central qu'elle doit jouer dans tout processus de développement. La culture doit être reconnue pour sa dynamique et son pouvoir de structuration dans une vision global du développement. Mais cela doit aller au-delà d'une simple prise en compte, ce qui lui donnerait une place subsidiaire. La culture doit être mise au centre de toute réflexion développementaliste. Jusqu'à présent l'économie s'est emparée de la société en répondant aux objectifs du libéralisme. Même si le développement économique comportait des coûts sociaux et humains, ceux ci constituaient le prix à payer pour le progrès. Or le développement s'est illustré en terme de « retard » par rapport à une voie royale ouverte par les pays industrialisés en rejetant toutes préoccupations sociales, culturelles et politiques. Le développement culturel, lui, n'accompagne pas le développement économique mais se situe en amont, il en est la dynamique. La culture a longtemps été vue comme quelque chose d'immuable, un frein au développement dans des sociétés « incapables ». Or, elle est l'affirmation et l'expression d'identités différentes. Elle doit être analysée comme un élément dynamisant, bien qu'elle soit jusqu'alors source de conflit dans une confrontation de schémas suite à l'application de projets de développement dans un cadre déterministe. Ce déterminisme s'est souvent illustré dans

12

Dupuis X., op cit, p22

13 Ibid p24

14

Perrot M.D, op cit

15 Dupuis X., op cit, pp. 38-43

le transfert des technologies et l'industrialisation massive portés par l'idée d'universalisme du progrès. Cette idée essuya de nombreux échecs. Les technologies extérieures n'ont jamais fait adhérer les populations au concept de progrès et ont bien souvent détruit les initiatives de développement endogène centré sur une exploitation du savoir faire local. Cette volonté de tendre vers le progrès a aussi eu un impact considérable sur la formation des élites nationales, dans le cadre de leurs études en occident. Or les futurs cadres d'un pays en voie de développement doivent rester en contact avec la réalité et surtout avec les aspirations de leur population.

Le développement prôné par les institutions de Bretton Woods est ainsi dénigré au profit d'une politique plus culturelle ou équitable. Les experts parlent, entre autres, de dimension culturelle du développement pour qualifier des nouveaux projets tenant compte du particularisme de chaque situation. **«C'est au nom du développement que ce filet de concepts a été tendu et que l'on a réussi à faire que les gens adoptent comme leur cette perception occidentale de la réalité qui force à voir les êtres humains à travers des lunettes dessinées par un regard global et étranger. »**¹⁶ Cette perception unique occidentale est reniée par de nombreux auteurs et acteurs de terrain qui recherche une alternative en s'insurgeant contre un modèle unique. **« L'idée de développement n'est plus aujourd'hui qu'une ruine dans le paysage intellectuel. »**¹⁷ **« Selon eux, on doit laisser place à une pensée qui tienne compte des conditions sociales. On ne doit pas seulement accorder la primauté à l'activité économique »**¹⁸. Il s'agit principalement de relativiser notre cadre de pensée enraciné dans la culture occidentale. Jusqu'à présent, la coopération au développement fonctionnait dans **«l' ignorance totale de la culture comme système de croyance, ensemble de valeur et d'aspiration, de modes de comportement et de relations interpersonnelles dominant dans un groupe social donné. »**¹⁹ Et c'est à partir de cette définition de la culture comme mode de croyance et système de valeur d'une société que va être repensée l'aide au développement.**« La culture peut être aujourd'hui considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et croyances. Le développement est un processus complexe, global, multidimensionnel qui ne saurait se réduire à la seule croissance économique et devrait intégrer toutes les dimensions de la vie et toutes les énergies d'une communauté dans le cadre duquel chaque personne est appelée à participer à l'effort général et à en partager les fruits »**²⁰.

¹⁶ Sachs W. et Esteva G., op cit, p113

¹⁷ *Ibid*, p115

¹⁸ *Coopération au développement : les raisons des plus forts in Les ONG, de l'institution au système, de la liberté à l'intégration*, Economie et Humanisme, n° 325, juin 93, 98 p., publiée avec le Concours du Centre National des Lettres

¹⁹

Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., op cit

Serge Latouche²¹ propose une critique en six points du développement économique et de la mondialisation, libérale ou ultralibérale, pour mettre en valeur la nécessité d'une dimension culturelle du développement. Il dénonce tout d'abord les inégalités croissantes qui en résultent, tant entre le Nord et le Sud, qu'au sein même des pays. Il s'inquiète des conséquences de l'exploitation inconsidérée des richesses naturelles principalement dans le cadre du remboursement de la dette. Il souligne la destruction des écosystèmes et la menace de pollution globale. Il note la fin du « welfare » par la destruction du service public et le démantèlement des systèmes de protection sociale. Cela va de pair avec l'omnimarchandisation qui prend la forme de trafics divers, de brevetabilité du vivant, et du caractère uniformisant des industries culturelles. Enfin il met à jour l'affaiblissement de l'ONU au profit des firmes internationales, nouveaux maîtres du monde.

Pour lui, le développement était, et est toujours l'occidentalisation du monde puisqu'il se fonde sur la valeur du progrès propre à la seule société occidentale et liée à son histoire. Le développement doit être interprété comme un processus multiforme et évolutif, dans lequel des groupes amènent à épanouissement leur propre potentiel de solutions alternatives. Les recettes sur lesquelles repose la mondialisation sont exportées partout dans le monde. Or il s'avère qu'elles n'ont réellement fonctionné qu'en Occident et au Japon.

Face à cette nouvelle idéologie de la dimension culturelle du développement on pourrait être amené à croire que la culture était l'oubliée du développement, et que sa seule prise en compte pourrait permettre d'enrayer les erreurs passées. Or il est important de souligner que la culture a toujours été présente au sein des programmes. Le changement se fait au niveau du référentiel culturel et non de la prise en compte.

L'exportation systématique s'est faite notamment sous l'égide de l'UNESCO dans les domaines culturel et de l'éducation. Il serait faux d'envisager que les programmes de développement n'ont jamais comporté de dimension culturelle, jusqu'à cette dernière décennie. Si la culture était bien un secteur intégré des programmes, elle ne s'est par contre concrétisée que par une exportation de la culture occidentale, au même titre que celle de son système économique ou institutionnel. La question n'est donc pas de recentrer les projets sur le secteur culturel. Il s'agit plutôt de redéfinir la culture concernée par les programmes. Est-ce la culture du donneur ou du receveur ? La prise en compte de la dimension culturelle du développement est une expression ambiguë et il faut préciser qu'elle est la culture prise en compte. L'UNESCO a multiplié les programmes d'enseignement mais rarement dans la langue de la communauté concernée. Les buts de la scolarisation n'ont pas toujours été compris par les populations locales. **« L'idée d'une promotion intellectuelle et morale des couches sociales les plus défavorisée par l'accession aux sciences et aux belles lettres, ne trouvent aucun écho dans les cultures qui ne valorisent pas la recherche de la vérité. »**²² De même l'apprentissage

20

Arfwedson A., *Peut il y voir de développement sans culture ?* in *Questions de développement, nouvelles approches et enjeux*, pp. 75-89, sous la direction d'A. Guichaoua, l'Harmattan, USTC culture, 1996, 207p.

²¹ Latouche S., *Survivre au développement*, édition Mille et une Nuit, Paris, 2004, 126p.

écrit d'une langue peut apparaître absurde pour de nombreux dialectes qui n'ont jamais eu qu'une forme orale. Les connaissances internes et intra-générationnelles se retrouvent concurrencées et souvent bien souvent délaissées au profit de la culture scolaire ou média importée.

Outre ces grandes institutions, bien souvent à l'origine des programmes et de l'idéologie du développement, les ONG sont des acteurs clefs sur la scène de la solidarité internationale. L'univers des ONG recoupe un champ large et varié d'activités, en faveur de l'amélioration économique et sociale des conditions de vie et de travail de leur membres ou de la société. Elles opèrent dans un champ non gouvernemental, à travers des institutions plus ou moins associatives, à caractère non lucratif, reconnues légalement et dont l'action s'oriente vers l'étude, la conception et l'exécution de projets ou de programmes de développement. Elles travaillent principalement dans les milieux populaires, tout en étant financées par les institutions internationales ou les agences de coopération au développement. **« Autonomes vis-à-vis des gouvernements et ayant leurs origines dans ce que l'on appelle aujourd'hui la société civile, les ONG forment un espace d'acteurs socialement diversifiés, agissant dans le champ du développement, en dehors des structures de l'Etat mais en étroite relation (positive ou négative) avec lui »**²³. » L'analyse des ONG se fait sur divers plans : le niveau des intentions, le niveau de conscience collective (c'est-à-dire leur conception du développement) et le niveau de logique institutionnelle. Il faut distinguer les ONG selon leur type d'action, leur origine géographique et leur ancrage institutionnel. Leurs actions peuvent être d'appui humanitaire, d'appui au développement local ou d'appui aux luttes sociales. Il faut aussi étudier la structure des ONG : leur personnel (volontaires et salariés, formés ou non), leur forme d'organisation (souplesse ou institutionnalisation, logique de management, organisation statique en vue de stabilité...), et enfin leur idéologie (action d'assistance ou de développement, appui aux luttes sociales...).

La genèse des ONG débute dans l'après-guerre et pendant la décolonisation. Généralement, elles véhiculent toutes le désir de contribuer à sauver les populations de la misère, l'idée de convivialité, d'harmonie sociale, de non violence, et la promotion du rôle de l'individu dans l'action... L'idée est que les ONG sont les « fers de lance » de la société civile, et parfois même substitués de l'Etat²⁴. Mais ce sont aussi les acteurs privilégiés des programmes officiels d'organismes internationaux, comme la Banque Mondiale ou le FMI. En effet elles sont souvent en contact avec la population la plus pauvre, ont intégré les communautés les plus reculées... Par ailleurs les premières ONG et actuellement, les

22

Claval P. *Modernisation et occidentalisation* in *La géopolitique culturelle*, Fac Géol, Nathan Université, 2004, pp. 297-325, 383p.

23

Arellano-Lopez S., *Les ONG : instruments du projet néo-libéral ou bases solidaires des alternatives populaires*, Centre tricontinental, Le Point de vue du sud, L'Harmattan, Paris 1998, 194p.

24

Arellano-Lopez S., op cit

plus reconnues sur la scène internationale, sont issues des pays du Nord, industrialisés. Elles agissent alors aussi selon une culture inhérente à leur structure et à leur environnement institutionnel. Il serait naïf de croire que les ONG ne font pas les mêmes erreurs que les institutions internationales ou leur propres gouvernements, simplement parce qu'elles sont font partie de la société civile. Certes, elles sont portées par des idéologies différentes et souvent plus humanistes qu'économiques mais, il n'en demeure pas moins, qu'elles sont modelées par la culture dont elles sont issues. C'est pourquoi, il est important de remarquer aujourd'hui la croissance des ONG dans les pays du Sud. L'Amérique latine reste pour cela un modèle. Dotée d'une dynamique sociétale, elle se fait remarquer sur le plan de la solidarité internationale depuis la naissance de ce que l'on appelle le mouvement « altermondialiste » et plus particulièrement depuis le Forum Social Mondial de Porto Alegre.

Selon la CEPAL, les deux dernières décennies ont été marquées en Amérique Latine par une stagnation, voire une régression du niveau de vie ²⁵. L'Amérique Latine est asservie par le néolibéralisme, en proie à une dépendance extrême vis-à-vis des marchés américains. La fin des années 80, marquée par la chute des dictatures, ouvre le temps de la liberté et donne l'impulsion aux mouvements sociaux. C'est le temps du syndicalisme renouvelé et la création de nouveaux partis de masse. On croit alors au miracle de la démocratisation. Or celui-ci fut très vite absorbé par la vague libérale qui écrasa les Etats et confina la classe bourgeoise. La fin des barrières douanières, la dollarisation, la privatisation, mettent fin à une quelconque possibilité d'économie propre des Etats et bouleversent les rapports entre les classes sociales. Cette puissante destruction sociale et politique laisse place à des structures institutionnelles et représentatives superflues, dont les politiques publiques sont des mesures d'exception, face à la soumission au Fond Monétaire International et à la Banque Mondiale.

L'Etat n'a plus les moyens d'agir, ses possibilités étant restreintes par le paiement de la dette intérieure et extérieure, la pression internationale et la privatisation générale. L'Etat, sous l'entière tutelle du FMI, est subordonné aux ajustements structurels et aux priorités de paiement des créanciers. Les émeutes se sont multipliées à travers toute l'Amérique Latine afin de faire plier les institutions mais ont été souvent violemment étouffées par celles-ci mêmes guidées par la politique néolibérale : en Equateur en 1997, au Pérou, en Argentine en 2001 et en Bolivie en 2003. Ils témoignent de la réapparition d'un mouvement anti-impérialiste, pour une reconstruction d'un capitalisme régional autonome, en proie à la désillusion d'une amélioration par une dérégulation et la privatisation.

L'Amérique Latine fait partie de ces régions qualifiées de « sous-développées », bien que son étendue et la disparité de cas de chaque pays rendent difficile l'élaboration d'une théorie unique du développement de cette région. Il est très délicat, pour les auteurs qui se sont penchés sur la question, de définir l'unité de ce sous continent communément appelé Amérique Latine. Il est vrai que peu de chose rapproche le développement du Brésil de celui de l'Equateur ou de la Colombie. Notre étude ne portant que peu sur le

²⁵ Oliveira C.de et Katz C., *L'Amérique latine rebelle contre l'ordre impérial*, collection Contre Temps, édition Textuel, Paris, 2004, 191p.

développement économique et l'industrialisation de cette région, nous nous contenteront de quelques remarques généralistes, sans être réductrices. Nous emploieront le terme Amérique latine dans l'idée d'une unité culturelle plus que celle d'une unité économique ou politique, en y intégrant ce que l'on nomme d'habitude Amérique Centrale, et même le Mexique qui pour certains géographes, appartient aux États-Unis. Nous nous contenterons d'établir cette unité culturelle sur des bases historique (colonisation), de multi ethnicité, de relation avec le reste du monde et notamment dans l'application des modèles de développement. Si l'Amérique latine a été perçue dans son unicité par les experts en développement il est intéressant de voir en quoi elle a pu dans sa diversité, y répondre de façon « latino-américaine ».

Comme nous l'avons vu la culture apparaît aujourd'hui comme la "sauveuse" du développement. Le développement économique n'est plus d'actualité et les ONG comme les institutions internationales se targuent à présent d'y introduire une dimension culturelle. Mais qu'est ce que cela signifie ? Une simple prise en compte de la culture peut-elle réorienter les projets de développement et les rendre plus adaptés à la situation de terrain? Les institutions de Bretton Woods n'ont pas pour autant cessé l'application de leurs politiques antérieures. Alors y a-t-il une dimension culturelle aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) qu'elles prônent ? Les ONG, acteurs clef du développement, adhèrent-elles toutes à ce nouveau concept ? Et dans ce cas, comment orientent elles leurs actions ?

De nombreuses critiques sont apparues face à cette théorie de développement culturel. Pour de nombreux auteurs et acteurs du développement, cela n'est qu'un leurre, un nouveau terme pour une même politique. Le problème se situerait alors bien en amont du contenu même de développement : dans sa nature propre. Parce qu'ajouter une dimension culturelle ne résout pas la perception que l'on a de ce qui est développé et de ce qui ne l'est pas, cela justifiant souvent l'essence même de l'existence des ONG principalement au Nord. Il faut alors se tourner vers les populations concernées par cette politique. Que signifie pour elles le processus de développement ? Comment le perçoivent elles? Comment le conçoivent elles et le mettent elles en place? En étudiant les divers projets conçus et réalisés par de nombreuses communautés, nous nous apercevons qu'elles ont une dynamique de développement propre à leur culture. La prise en compte de la dimension culturelle du développement n'a alors plus de raison d'être et ne correspond qu'à la tentative de rendre culturellement compatibles des projets exogènes dans une même relation de dépendance du Sud.

La culture est elle sauveuse du développement ? La prise en compte de la dimension culturelle du développement peut-elle éviter les écueils précédents ? Ne faut-il pas promouvoir les ONG du Sud et un développement endogène ? Comment pourrait-on alors repenser les rapports Nord/Sud sur la scène internationale de la solidarité ? Afin de répondre à ces problématiques, il est important d'étudier la politique de développement prônée par chaque acteurs ; les institutions de Bretton Woods, les ONG occidentales (défendeurs ou contradicteurs de la prise en compte de la dimension culturelle du développement), les bailleurs de fonds. Nous verrons ainsi l'ambiguïté du référentiel culturel dans la pratique de l'aide. Nous nous tournerons ensuite vers les ONG du Sud ainsi que toutes les organisations populaires au sein des communautés concernées par

les projets pour voir comment l'on peut réaffirmer une culture dans la promotion d'un développement endogène.

Dans le cadre de cette étude de nombreux problèmes de vocabulaire sont à préciser. Tout comme nous l'avons vu précédemment pour l'Amérique Latine, le terme d'ONG est très générique et recouvre une réalité multiple. Dans de nombreux cas il est difficile de savoir si les ONG présentes en Amérique Latine sont nationales ou occidentales. Autant que possible nous essaierons de le préciser. Mais le terme sera généralement utilisé en référence aux ONG occidentales. Nos exemples porteront sur trois ONG françaises : EthnicA, petite structure centrée sur le développement culturel, le CENIT, où j'ai moi-même travaillé pendant deux mois en Equateur et enfin le CICDA. De nombreuses démarches ont été effectuées afin d'obtenir des entretiens. Cela n'a été possible qu'auprès d'EthnicA. Des questionnaires ont aussi été envoyés mais ils sont restés sans réponses malgré les relances. Nous nous sommes donc basés sur des analyses du terrain, des bilans d'activités et des rapports collectés aux sièges des associations ou à l'Institut international de recherche et de formation éducation et développement ainsi que l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement. L'analyse du travail du CENIT se fera sur la base de ma participation et de mon observation sur le terrain. Par ailleurs, nous nous attarderons à étudier le cas d'ONG locales porteuses d'une identité occidentale, puisque calquées sur un même modèle de travail. Ceci est nécessaire, afin de ne pas tomber dans un manichéisme des rapports Nord/Sud. En effet il ne faut pas croire que tout ce qui est local et issu du Sud, est meilleur face à un Nord diabolisé. Dans la même démarche, nous préciserons dès que possible s'il s'agit d'initiatives de communautés, d'associations populaires, de syndicats... Il est essentiel d'analyser les structures institutionnelles de chaque acteur pour voir quelles influences culturelles peuvent entrer en jeu.

Partie I- Culture et développement : l'ambiguïté du référentiel culturel dans la pratique de l'aide.

Il s'agit à présent d'identifier le référentiel culturel dans la pratique de l'aide au développement. Nous ne renverrons pas à l'origine même de l'aide au développement qui peut remonter au XIX^e siècle, alors que les européens et nord américains estimaient apporter le progrès et agir pour le bien des peuples exotiques. Nous nous concentrerons sur la période allant de la fin de la Seconde Guerre Mondiale à nos jours. Il s'agit à présent de démontrer la présence d'une dimension culturelle dès le début de l'ère du développement, prôné par des institutions telles que le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la Banque Mondiale. Quel est le référentiel culturel des programmes d'ajustement structurel qu'elles mettent en place ? Quels sont les impacts de ces politiques et de l'utilisation de ce référentiel, pour les communautés concernées ? Cette culture est dite économique et se fonde sur l'image de la modernité. Ce que nous appelons « prise en compte de la dimension culturelle du développement » est en fait un changement de référentiel culturel. Il est prôné par de nombreux auteurs qui soutiennent que la culture est la clef du développement. Alors, peut-il y avoir de développement sans culture ? Comment cela s'opère-t-il sur le terrain ? Nous étudierons le cas de trois ONG françaises qui interviennent en Amérique Latine. EthnicA centre son action sur le développement culturel et la mise en valeur de savoir-faire traditionnels. Le

CENIT est une institution créée à l'initiative des Sœurs du Bon Pasteur d'Angers et travaille au cœur des bidonvilles de Quito en Equateur. Enfin le CICDA est tourné vers l'agriculture et le milieu rural avec pour objectif la hausse de la productivité et la sécurité alimentaire. Après avoir fait le point sur leurs méthodes de travail et les résultats obtenus, nous essaierons de voir, plus globalement, le référent culturel présent dans le cadre du montage de projets. Car la prise en compte de la dimension culturelle du développement est aussi l'objet de fortes critiques. Pour certains, le développement étant une notion occidentale, y ajouter une dimension culturelle n'y change rien. Nous mettrons en évidence des paramètres extérieurs tels que les bailleurs de fonds, la question de l'autonomie, de la pérennité des projets et le besoin de légitimité des ONG. Ces éléments interviennent dans la représentation mentale que nous nous faisons des rapports Nord/Sud. Ils entretiennent une image de dépendance, de hiérarchie de valeurs et de domination de la culture occidentale. Ils sont souvent la cause de l'échec d'un développement même culturellement intégré.

A- La culture occidentale portée par les projets de développement.

Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, la culture n'a jamais été absente des programmes de développement, dès les années soixante. Bien au contraire, elle fut au cœur de la mise en place des projets et politiques. Il ne faut pas cantonner la notion de culture à son aspect artistique ou encore folklorique ou traditionnel. Dans ce sens on peut accepter que le monde occidental soit porté par une culture que l'on qualifiera d'économique. Nous allons voir comment cette culture s'est matérialisée au sein notamment des Plans d'Ajustement Structurel portés par les institutions économiques internationales. Il est aussi indispensable de voir comment les ONG ont réagi par rapport à cette politique de diffusion de la culture de la modernité. Enfin nous verrons ce qu'est cette culture occidentale dans le sens d'une promotion et une diffusion de la modernité et du progrès.

1- La culture économique

La politique libérale caractérise le fonctionnement et la culture des pays occidentaux dits développés. Elle est à présent mondiale mais elle prend ses racines dans nos sociétés. Elle traduit une volonté de laisser libre cours au marché et de donner toute sa place et sa liberté au secteur économique. Ce que l'on dénomme « économie de marché » est porteur de l'idéologie de la modernité. C'est sur ces fondements que vont être élaborés les Plans d'Ajustement Structurel, véritables modes d'emploi du progrès. C'est le début d'une ère où développement ne rime qu'avec croissance. La culture y est perçue, non plus comme un système de croyances propre à une communauté, mais comme un produit subissant les lois du marché et la course à la production. La société occidentale parle d'industrialisation culturelle et l'intègre à une vision économique du mode de

fonctionnement de notre société.

a- L'ère des programmes d'ajustement structurel

Le modèle de Bandoung²⁶, initié par Samir Amin, est un grand projet de développement par la modernisation des sociétés, dirigé par la bourgeoisie des nouveaux états d'Asie et d'Afrique. Il fut consacré à la conférence de Bandoung réunissant 29 pays de ces continents, en avril 1955. En Amérique Latine cette politique prit le nom de *desarrollismo* ou *développementalisme*. Ce programme assistancialiste prônait l'industrialisation, le populisme politique et social et un pacte avec le secteur populaire. Il est important de noter que la confrontation entre les deux mondes : l'Occident capitaliste et l'Est socialiste fut, après la guerre, un élément clef de la politique de développement. L'aide aux Pays du Sud se faisait dans la perspective de freiner la montée du socialisme, de contenir le communisme et de se créer des « États amis ». Telle fut la politique des États-Unis en Amérique Latine.

Les ONG, émergeant au cœur de la guerre froide puis dans la période de décolonisation, ont suivi cette politique dans une approche beaucoup plus pacifique que les États mais partageant l'idée que le communisme constituait une menace, un ennemi à affronter. L'aide au développement se concrétise alors souvent par un soutien aux dictatures, alors considérées comme un rempart au communisme. Il n'est nullement question de remettre en cause l'économie ou les institutions en place, dominées par leur aire d'influence

La fin de la guerre froide laisse le monde aux mains du projet libéral²⁷. C'est la période de fleurissement des Programmes d'Ajustement Structurel portés par les organismes financiers internationaux et destinés à adapter les économies du Sud aux nouveaux besoins de l'économie mondiale de marché. **« L'ajustement structurel va au-delà de la simple imposition d'un ensemble de mesures macroéconomiques au niveau interne. Il est l'expression d'un projet politique, d'une stratégie délibérée de transformation sociale à l'échelle mondiale, dont l'objectif principal est de faire de la planète un champ d'action où les sociétés transnationales pourront opérer en toute sécurité. Il s'agit d'assurer qu'une plus forte part des ressources des pays débiteurs servent à produire des exportations qui seront vendues contre des dollars pouvant ensuite être affectés au remboursement de la dette »²⁸.**

La coopération au développement devient un rouage de cette politique et les États occidentaux conditionnent leur aides au respect des objectifs des PAS. Le but est alors de

26

Arellano-Lopez S., op cit, p27

27

Ibid, p27

28

« Ajustement structurelle et jouissance effective des droits »

<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/66a522ce93284feac12569bc0050c393?Opendocument>

maintenir l'équilibre macro-économique, de s'assurer le paiement de la dette, et de favoriser les privatisations et la libéralisation des marchés. Ils contribuent à la diminution des dépenses de l'État et à la suppression des subsides de consommation des groupes sociaux défavorisés. Ces politiques ont des effets sociaux désastreux et déclenchent régulièrement des résistances au néo-libéralisme, au sein des classes populaires. Il en résulte souvent un accroissement dramatique de la pauvreté. Mais celle-ci est perçue comme provisoire pour les porteurs de l'idéologie de marché.

Le Consensus de Washington, ratifié par tous les Etats latino-américains, était un engagement à ouvrir leurs frontières et leur économie, à favoriser l'investissement, à privatiser...En 2001 l'Amérique Latine a d'ailleurs été élue par la Banque Mondiale « Championne de la privatisation. » Un pays comme l'Argentine, élève remarquable des PAS, n'a plus rien à privatiser, et a même vendu une partie de la Patagonie à Benneton !²⁹

b-ONG partenaires des PAS

Au lieu de remettre en cause les PAS, on entame, dans les années quatre-vingts, des programmes de lutte contre la pauvreté, lorsque celle-ci est un danger pour l'ordre économique. **« Il faut, en effet savoir qu'aujourd'hui, la coopération au développement s'inscrit d'abord dans la politique générale du Nord d'intégration du Sud dans l'économie de marché, c'est-à-dire, disons le clairement, dans les relations économiques servant les intérêt du Nord, lui-même organisé selon la logique du capitalisme »**³⁰ Les ONG sont alors perçues comme des acteurs de premier plan dans cette nouvelle croisière contre le sous développement. Le mot d'ordre est de diminuer les dépenses et donc les fonctions des États, entièrement tournés vers le paiement de la dette et le respect des conditions des PAS.

Les ONG deviennent les seules actrices potentielles des « politiques publiques » : éducation, santé, social. **« On peut donc véritablement dire que le néo-libéralisme débouche sur le néo-assistancialisme. »**³¹ Elles accomplissent les tâches que les États abandonnent afin de répondre aux exigences des PAS. Il en résulte, tout d'abord, une substitution des ONG aux mouvements populaires locaux, souvent écrasés par la situation économique précaire. Mais surtout, les organisations se voient contraintes par les organismes financiers internationaux d'adopter une structure plus institutionnelle. Cela se caractérise par une professionnalisation du secteur, l'alourdissement de leur bureaucratie, le recours plus systématique au salariat, et des objectifs financiers de rentabilité et de production. Cet environnement néo-libéral, dans lequel se doivent d'évoluer les ONG, provoque des réactions diverses en leur sein. Certaines se satisfont

29

«Modalité du néo libéralisme en Amérique Latine, Politique du FMI et de la Banque Mondiale », op cit

³⁰ Arellano-Lopez S., op cit, p21

31

Arellano-Lopez S., op cit, p23

de cette situation et n'émettent aucune critique à l'encontre, bien souvent, de leurs bailleurs de fond. D'autres, au contraire, se refusent à participer à cette logique et recherchent des alternatives de développement. **« Mais dans ce contexte, les ONG sont du pain béni. Elles sont en principe apolitiques, concrètes, répondant aux besoins immédiats les plus ressentis, permettant à un leadership de la base de s'exercer sans affrontements trop considérables. Les quelques ONG qui font une analyse plus profonde et développent des perspectives à plus long terme, sans tomber pour autant dans l'idéologie de la prise de pouvoir, quel qu'en soit le coût, n'ont, dans cette conjoncture, guère d'échos et guère de moyens. »**³² Dans cette situation, quel est le rôle des ONG ? Elles refusent toutes relations avec les institutions gouvernementales, sauf quand celles-ci sont bailleurs de fond. Par ailleurs, elles sont financées par ceux qui mettent en place les politiques dont elles tentent d'amortir les conséquences.... **« Dans cette perspective, si les ONG ne contribuent pas à renforcer les résistances au néo-capitalisme contemporain, forme actuelle du capitalisme, si elles ne prennent pas une part active à la recherche d'alternatives à tous les niveaux, elles aussi subiront le choc de l'histoire. Plus elles trouveront d'arguments pour se cantonner dans l'immédiat et plus elles légitimeront leur retrait de la globalité des problèmes sociaux, plus elles contribueront à la violence de demain. »**³³ Car bien des ONG ont pris le parti de « limiter les dégâts » plutôt que de soigner le mal à la racine. Il existe alors une sérieuse ambiguïté quant à leur rôle : soutien de la société civile ou instrument de la politique libérale. C'est une question que nous retrouverons tout au long de cette étude et que nous analyserons souvent au cas par cas suivant les exemples proposés.

2- L'image de la modernité

Tous les programmes précédemment cités ont fondé leur légitimité sur la croyance en l'universalité du progrès et la volonté de tendre vers la modernité³⁴. La modernité, pouvant se définir comme un mouvement d'expansion, de prospérité, des progrès technologiques...n'a pratiquement épargné aucun coin de la planète. Elle se traduit souvent par la déréglementation des marchés, l'abaissement des frontières, la libre circulation des services, des biens et des personnes. **« La modernité comme construction d'une société rationnelle contient pleinement le développement économique en s'articulant autours de trois volets que sont l'émancipation et l'universalisme, la domination de la nature, et l'exploitation de l'homme par l'homme [...] La domination culturelle est plus insidieuse par l'uniformisation planétaire et l'occidentalisation du monde. La défense d'une société ouverte**

32

Ibid, p25

33

Arellano-Lopez S., op cit, p28

34

Le choc des cultures à l'heure de la mondialisation, revue Esprit, n°4, avril 1996, pp.38-54, 195p.

permettant le plus grand épanouissement de tous et de chacun la légitime comme seule pour réaliser le programme de modernité³⁵ . » Cette interconnaissance, rendue possible par les nouvelles technologies de la communication et de l'information, en vient à brouiller les identités culturelles. Le monde actuel est partagé entre une homogénéisation des modes de comportements, suite à la mondialisation du marché de la culture principalement, mais aussi une prolifération d'identités multiples et solidaires favorisées par les mouvements transnationaux. La mondialisation amplifie les réactions identitaires. L'accélération de la communication a accru la prise de conscience de l'altérité qui entraîne bien souvent des réactions radicales.

Car la modernisation qui, pour les sociétés occidentales, est une réalité quotidienne, ne reste qu'un mythe auquel il faut tendre pour le reste du monde. **« La société d'abondance constitue pour les peuples des pays riches une réalité plutôt illusoire et pour ceux des pays pauvres une illusion bien réelle³⁶ . »**

Il faut bien comprendre l'enjeu culturel qui se trouve derrière les politiques libérales. Il s'agit non seulement de conquérir des nouveaux marchés mais aussi l'imaginaire des populations afin qu'elles adhèrent à une dynamique économique et politique favorable au libéralisme. **« Les sociétés extérieures à la modernité doivent d'abord prendre conscience de leur misère selon la théorie des libéraux, en renonçant à leur mauvaises habitudes, pratiques, coutumes et façons de penser et en adoptant un modèle de développement imposé de façon autoritaire par le biais de valeurs extérieures, au nom de la démocratie et de la liberté. »³⁷**

La colonisation de l'imaginaire par le concept de modernité touche toutes les couches des populations des pays du Sud et plus particulièrement les élites. Ces dernières sont formées dans les grandes universités occidentales sur ce modèle auquel il faudrait que leurs pays tendent. Elles perdent tous repères avec la culture du pays qui est la leur pour n'y voir plus qu'un cas pratique de politique de développement. La modernité n'est pas simplement un transfert de technologie ou la mise à disposition des nouvelles formes de communication et d'information. Le mythe de la modernité va se traduire dans la modification du rapport à la vie et à la mort, à la religion, à la communauté sociale, à la terre. Ainsi la société occidentale est principalement vue comme développée parce qu'elle a gagné, entre autres, le combat de la vie sur la mort. Ce culte de la vie propre à l'occident et entretenu par une médecine de plus en plus élaborée a été porté comme le symbole même de la modernité, le contrôle maximum de l'univers qui nous entoure. Ainsi l'occident a élevé au rang de croyance universelle la confiance absolue en la science et la technique. Tous les rapports à la mort où à la maladie en ont été bouleversés. **« Le bien-être n'est pas le même pour tous les êtres humains qui gèrent leur fonctionnement organique à l'intérieur d'une signification qui leur est propre [...] La**

³⁵ Latouche S. *Modernité, développement, occidentalisation, les pièges d'une pseudo universalité in L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, La Découverte, Paris, 2005, 170p.

³⁶ Latouche S., 2005, *op cit*

³⁷ *Ibid*

maladie n'a de sens qu'à l'intérieur d'une culture qui la reconnaît comme telle. La vision scientifique du corps humain n'est qu'une approche parmi d'autres³⁸. »

Mais les ONG ont bien souvent remplacé la structure étatique dans les domaines de la santé et de l'éducation et elles ont importé inconsciemment un référentiel culturel extérieur.

Celui-ci, qualifié de progrès et de modernité, s'est très vite substitué à une culture médicale traditionnelle, alors perçue comme dépassée. Or la colonisation de l'imaginaire par l'occident n'a apporté que des rêves et peu de réalité. ***« La modernisation a créé un besoin de mieux être et des aspirations égalitaires mais pas les moyens de les satisfaire. [...]De nombreux économistes dénoncent l'effet de démonstration : les plus démunis aspirent à une gamme sans cesse élargie de consommation alors que leurs revenus sont stationnaires³⁹. »***

En effet les populations ont longtemps accepté le prix social et humain à payer pour le développement, avec l'espoir d'arriver au progrès. Or, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le coût de ces politiques n'est plus acceptable et accepté. Le développement ne rime plus avec croissance. Le développement est démasqué comme un leurre. Cette désillusion s'illustre à travers le soulèvement des populations comme au Chipas en 94 puis la naissance et croissance du mouvement dit « altermondialiste » à partir de 1999. Les experts se sont, alors, empressés de trouver un autre terme pour une autre politique. Jusqu'à présent, la culture des populations concernées par les programmes n'était pas à l'ordre du jour des experts. Les rares références étaient péjoratives et justifiaient les échecs des politiques. Les populations étaient culturellement incapables ou réfractaires à tout changement. La culture retrouve une place clef dans la théorie de la prise en compte de la dimension culturelle du développement. La culture joue ici un rôle de « sauveuse ».

B. La nouvelle dimension culturelle du développement

La prise en compte de la dimension culturelle du développement est essentielle, pour certains auteurs, qui voient la culture comme fondement de la richesse des ressources humaines⁴⁰. Cette idée est déjà développée dans certains travaux à la fin des années quatre-vingts. Une ONG telle que EthnicA que nous étudierons plus loin, revendique déjà ce point de vue lors de sa création en 1988. Indissociable du développement économique, la culture contribuerait à sa croissance, même si en mesurer les effets concrets est délicat. Le développement doit être un processus intégré, endogène et

³⁸ Sud/Nord Réseau Culture et Développement, Culture et développement humain, http://www.networkcultures.net/3_f.html

³⁹ Claval P., op cit, p122

⁴⁰ Dupuis X., op cit, p75

autocentré. **« La culture n'est plus aujourd'hui considérée comme un objet. Elle n'est plus considérée comme l'attribut d'une élite. Elle est beaucoup plus que cela, et sa place dans l'économie ne peut se réduire à une simple question d'insertion. La culture n'est pas insérée dans l'économie. Elle fait partie de l'économie. Elle est sous jacente à l'ensemble des activités économiques et humaines même s'il est difficile ou impossible de mesurer avec des chiffres sa contribution. Cette intimité des relations entre économie et culture conduit à la reconnaissance qu'il n'y a aucun projet de développement économique qui puisse ignorer la culture. Promouvoir le développement culturel signifie alors promouvoir le développement économique selon une logique qui en assure sa réussite. Seule cette démarche peut amener l'ensemble des pays industrialisés et en développement à établir un nouvel équilibre mondial dans le respect des spécificités politiques, sociales et culturelles de chaque peuple. Le développement culturel est source de liberté et de justice, il est la voie la plus sûre pour bâtir un nouvel ordre économique international. »**⁴¹

En quoi la culture est-elle la clef du développement ? Pourquoi ne pourrait-il pas y avoir de développement sans culture ? Nous verrons à travers divers exemples que la culture peut intervenir au secours du développement. C'est dans cette logique que s'inscrit l'idée d'une prise en compte d'une dimension culturelle. Au-delà de la théorie, nous analyserons l'exemple de trois ONG françaises qui tentent d'introduire, à leurs projets, une prise en compte de la culture locale concernée.

1- La culture, l'éventuelle clé du développement

Le développement peut se définir comme une évolution linéaire d'une production primitive à une production sophistiquée, d'une vie de souffrance à celle de confort et cela grâce au progrès⁴². Mais cette définition est liée à la civilisation occidentale et à l'industrialisation. C'est une notion qui peut n'avoir aucun sens pour d'autres cultures. Or, la mise en place d'une économie capitaliste est perçue comme le processus de développement universel. Longtemps, les références à la culture au sein des politiques du développement étaient jugées comme des attitudes réactionnaires et superstitieuses, qualifiant des peuples de «culturellement incapables ». Pourtant, les résultats de quatre décennies du développement des Nations Unies sont bien au-deçà des aspirations. Les découvertes scientifiques et la loi du marché étaient perçues comme seuls facteurs de progrès. Mais on s'interroge, à présent, sur d'autres facteurs qui conditionneraient le succès ou l'échec d'entreprises de développement. Cette dernière décennie a vu la reconnaissance croissante de nouveaux paramètres autres qu'économiques et technologiques.

En 1982, la dimension culturelle du développement est, pour la première fois, intégrée aux choix politiques, lors de la conférence internationale MONDIACULT. A partir

⁴¹ Dupuis X., op cit, p80

⁴²

Arfwedson A., op cit

de là, va être formulée l'idée qu'il ne peut y avoir de développement sans culture. Il en découle une théorie de la prise en compte de la dimension culturelle du développement.

a- Peut-il y avoir développement sans culture ?

MONDIACULT permet la codification des deux concepts jusqu'alors antinomiques : culture et développement. « **La culture peut être aujourd'hui considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et croyances. Le développement est un processus complexe, global, multidimensionnel qui ne saurait se réduire à la seule croissance économique et devrait intégrer toutes les dimensions de la vie et toutes les énergies d'une communauté dans le cadre duquel chaque personne est appelée à participer à l'effort général et à en partager les fruits** »⁴³. Si au début, la concentration des programmes s'est tournée vers les changements matériels les plus nécessaires, dans le but de combler les vides évidents (routes, usines, hôpitaux, écoles...), il est important aujourd'hui de saisir les enjeux sociaux dûs à ces changements ou à leur échecs... Or les programmes d'ajustement structurel impliquent le désengagement de l'État, dans ses politiques sociales, en vue d'alléger ses dépenses. Seules les ONG se tournent vers les domaines de l'éducation, de la santé ou de l'environnement.

Amorcer un processus de développement suppose la mobilisation des forces latentes d'une société, d'une communauté, de sorte que ses membres commencent à y participer de manière active. Il ne s'agit pas seulement d'un investissement technologique, matériel ou d'expertise, d'un « projet cadeau ». Prendre en compte la culture du pays concerné, c'est refuser les « projets clef en main » qui ne produisent aucune plus value ou aucun effet multiplicateur au sein de la communauté. La communauté doit acquérir les savoir-faire et les outils pour qu'elle soit maîtresse de ses décisions. « **Le développement comme on peut le constater dans la plupart des pays du Tiers Monde, a court-circuité des processus d'évolution propres aux sociétés dans lesquelles il se produit** »⁴⁴.

Il y a un net décalage entre l'intérêt déclaré et le dispositif en place. Ce dernier se cantonne souvent à une analyse économiste coût/ bénéfice du projet⁴⁵. La culture comme « **forme d'organisation sociale, sens historique, idée de la vie et de la mort,**

43

Arfwedson A., *op cit*, p78

44

Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., *op cit*, p87

45

Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., *op cit*, p87

utilisation des techniques, perception ou conception d'un environnement »⁴⁶ est trop souvent absente des projets. Or elle peut renvoyer à d'autres types de développement, pas forcément archaïques ou non industriels, mais adaptés à la langue, à la vision du monde, de l'espace et de l'activité humaine. Imposer un développement est une forme d'acculturation, puisqu'il normalise le comportement social à partir de règles d'organisation scientifique du travail. Or il n'existe pas de rationalité universelle et les décideurs n'appartiennent pas à l'univers culturel dans lequel doit être appliqué le projet. La référence culturelle a longtemps été péjorative dans le sens où elle était perçue comme une résistance au changement. Elle se réduisait souvent à un principe de mentalité, une psychologie, une question de capacité ou d'incapacité.

« Un projet de développement est une expropriation des peuples autochtones, de leur terre mais surtout des rapports qu'ils entretiennent avec la nature, le cosmos, les ancêtres, les dieux »⁴⁷. » Pour ne plus continuer dans cette voie, de nombreux auteurs et experts du développement ont émis l'hypothèse d'une prise en compte de la dimension culturelle dans le montage de projets.

b- La théorie de la Prise en Compte de la Dimension Culturelle: PCDC

La PCDC est **« une reconnaissance d'un comportement rationnel de la population concernée »**⁴⁸. » Ainsi une terre n'est pas réduite à son aspect juridique ou productif, elle a une dimension religieuse, par exemple, qui est incontestable. Un projet de développement ne peut alors être viable si les décideurs n'acceptent pas la rationalité de croyances différentes.

Prendre en compte la dimension culturelle du développement implique une démarche, selon diverses étapes, dans la construction du projet. Il s'agit, tout d'abord, d'identifier ce que sont les aspirations et les besoins ressentis par la communauté. Dans un second temps, le gestionnaire du projet se doit de répertorier et mobiliser les expériences et les savoir-faire. **« Un façon de valider le droit pour chaque être humain de trouver dans son environnement naturel et culturel les conditions nécessaires à son expression et à son épanouissement »**⁴⁹ Il est enfin important de calculer les effets multiplicateurs envisageables, afin d'éliminer les projets ponctuels ou ceux qui ne peuvent être reproduits sans une assistance extérieure. Le point essentiel est d'impliquer la population par une participation active, à tous les niveaux du projet. Celle-ci n'est envisageable que dans le cadre d'une étude complète du contexte socio-culturel, afin d'en

46

Ibid

47

Perrot M.D, op cit

⁴⁸ Sanchez-Arnau J.C et Desjeux D., op cit

49

Marchand C., op cit

dégager les forces motrices, l'identité culturelle d'un peuple à mobiliser.

Prendre en compte la dimension culturelle du développement peut se faire selon différents niveaux. Cela peut être, simplement, un moyen de « faire passer la pilule ». On joue sur la culture locale pour faire accepter une pratique jugée nécessaire. Ainsi, une campagne de vaccins pourra être relayée par les guérisseurs locaux afin qu'elle trouve une légitimité culturelle. De manière plus approfondie, cela peut prendre la forme d'une étude de l'impact à long terme du projet sur la population. Seule la participation active de la population permettra, alors, de mettre en évidence les difficultés d'ordre culturel auxquelles peuvent être confrontés le projet et ses promoteurs. Il sera encore temps d'y remédier. Au dernier niveau, il s'agit enfin du rôle des institutions politiques qui doivent, en connaissance de cause adapter leur projets en identifiant clairement leur milieu naturel et climatique, leurs richesses, savoirs et savoir-faire. C'est aussi l'évaluation de la force du tissu social qui est à la base de l'intégration de tout élément nouveau. Leur connaissance de leur propre situation joue un rôle déterminant.

Les institutions ont trop souvent tendance à reproduire un modèle colonial, dans une uniformisation, en faveur du mythe moderne. Ils en oublient alors le potentiel de chacun dans la construction de son propre modèle de développement. Tout ne doit pas être rejeté et bien des innovations technologiques s'avèrent être non négligeables. Mais **« le développement se déroule à l'interface entre de facteurs lourds tels que les inventions technologiques et les décisions financières et des facteurs intangibles tels que les rêves, les aspirations, la fierté, la créativité, les tabous et les craintes partagées par une collectivité »**⁵⁰.

La PCDC tend à éviter les projets sectoriels en faveur des projets intégrés, orientés vers l'autosuffisance. Il faut chercher des solutions aux problèmes institutionnels dans l'arsenal culturel de la société et non créer des institutions sans but et sans histoire. Pour se faire il faut insérer, à l'administration, les centres de décisions traditionnels. Par ailleurs, il est important de recréer les unités sociales et leur redonner une voix, tout comme de s'appuyer sur les technologies locales et se débarrasser de l'aide technique et de ses charges culturelles. Le réseau Sud Nord Culture et Développement s'est penché sur la question de la pratique⁵¹. En quoi faut-il changer notre manière d'agir ? Comment identifier les dynamiques socio-culturelles existantes ? Comment en tenir compte ? Comment envisager la notion de projet, de partenariat, d'appui extérieur à une initiative locale ? Les solutions s'avèrent être envisageables au cas par cas. Formuler des lignes de conduite ne peut qu'amener une autre forme de généralisation des problèmes et donc des solutions. La PCDC promeut le cas par cas, la différenciation. Par contre, les questions à se poser lors du montage de projets peuvent, davantage, faire l'objet d'une généralisation. Il peut s'agir, tout simplement du choix de la langue de travail. L'utilisation systématique de l'anglais, pose de gros problèmes de transcription des concepts. Mais la recherche d'une cohérence culturelle du projet nécessite en effet que l'on se pose des

50

Arfwedson A., op cit, p89

51 Sud/Nord Réseau Culture et Développement, op cit

questions précises ⁵². Tout d'abord, comment se pose le problème et quelles sont les solutions à y apporter? Sur la base d'une recherche documentaire approfondie et d'un dialogue constant avec la population, il est possible d'élaborer un projet et de désigner des groupes cibles. On évalue ensuite la recevabilité du projet et ses effets à court, moyen et long terme grâce à une étude d'impact. On s'interroge sur les besoins que l'on tente de satisfaire et l'intérêt de la population dans la satisfaction de ceux-ci. Quelle motivation cela va engendrer ? Comment le projet va-t-il être expliqué et diffusé ? Comment va-t-on mobiliser les structures locales? Ces questions se doivent d'être posées pour tout projet qui souhaite intégrer la population et sa culture. Nous allons voir, à travers l'étude de cas concrets, comment des ONG ont mis en pratique cette PCDC.

2- La dimension culturelle de l'action d'ONG

Nous allons analyser l'action de trois ONG distinctes. Le CENIT, à Quito, opère principalement, pour l'amélioration des conditions de vie des fillettes. L'AVSF, promeut le développement agricole, dans le respect des traditions et savoir faire locaux. Enfin, EthnicA, travaille pour le développement culturel. Tous trois travaillent sur la base du partenariat avec les autorités ou les acteurs locaux. Ils tentent, grâce à la PCDC, d'instituer un développement durable, intégré.

a- L'action du CENIT

Le *Centro de la nina trabajadora* est situé dans le quartier du Camal au sud de Quito, capitale équatorienne. Depuis maintenant 15 ans, cette structure accueille les enfants et les familles qui vivent ou travaillent au cœur des bidonvilles. La structure a été à l'origine créée par les Sœurs du Bon Pasteur, confrérie française originaire d'Angers, mais elles ont à présent laissé place à des professionnels équatoriens. Elles ne gèrent plus que les affaires administratives. Les postes clefs sont confiés à des éducateurs, des psychologues, des médecins, et des professeurs équatoriens, afin qu'ils trouvent les solutions les plus adaptées à leur culture. Le centre accueille de nombreux volontaires bénévoles étrangers comme je le fus pendant deux mois. Mon analyse se fondera donc sur mon vécu, mon travail et mes entretiens avec mes collègues. Dans le cadre de mon volontariat, nous avons mis en place des activités de scolarisation sur le lieu de travail des enfants. Nous avons organisé un camp d'été pour familiariser les familles avec les services prodigués par le centre....Mais nous nous sommes cantonnés au premier travail d'approche avant que le relais soit pris par les équatoriens compétents. Le centre a toujours cherché à trouver des solutions adaptées à la culture et au mode de vie des personnes concernées. Il a centré sa politique autour de la scolarisation des petites filles. Les familles concernées gagnent en moyenne 800 dollars par an. La scolarisation coûte en moyenne 400 euros sans l'achat de l'uniforme. Le CENIT propose un cursus scolaire adapté pour 10 euros par an. En partenariat avec l'équivalent du ministère de l'éducation, ils ont mis au point un programme scolaire réduit de six à trois ans et organisé par demi

⁵² Fabrizio C., *La dimension culturelle du développement, vers une approche pratique, Culture et Développement*, UNESCO, 1994, p223, 241pp

journée. En effet, bien que l'on soit contre le travail des enfants et que l'on souhaite favoriser leur scolarisation, il ne faut pas nier la réalité. Si l'on propose à une famille de scolariser les enfants sur des journées complètes, elles refuseront catégoriquement. Elles ne sont pas contre une scolarisation de leurs enfants, mais cela ne doit pas « amputer » la famille d'une rentrée d'argent. Il faut donc adapter la scolarisation en fonction aussi des besoins financiers de la famille. C'est pourquoi le centre leur propose de venir seulement pour la demi journée, ce qui leur permet de continuer à travailler. Le centre vient directement en aide à 1000 enfants et touche près de 4000 personnes à travers ses autres services, principalement le dispensaire. Afin de promouvoir la scolarisation des fillettes, le centre a adopté une politique assez stricte. Une famille ne peut scolariser les jeunes garçons que si les jeunes filles sont elles-mêmes inscrites à l'école. Sachant qu'une mère a en moyenne 7 enfants, seuls les deux aînés sont scolarisés entre l'âge de six et huit ans généralement. Cette politique a permis la scolarisation de nombreuses fillettes mais surtout une conscientisation de ce problème et une évolution des mentalités sur ce sujet.

Le Centre propose par ailleurs des cours de « rattrapage » pour les enfants non scolarisés qui souhaitent entrer au collège. Des formations professionnelles sont également dispensées, en mécanique, menuiserie et couture. De nombreuses femmes sont couturières mais rares sont celles qui possèdent leur propre machine à coudre. Elles s'endettent pendant de nombreuses années afin d'acquérir leur outil de travail. Dans le cadre de leur formation, le centre leur permet d'acquérir directement leur machine à coudre. La formation dure trois ans au cours desquels les examens consistent en la création de sacs à main, trousseaux... Ceux-ci sont vendus dans des restaurants de Quito. L'argent récolté permet de leur offrir leur machine à coudre, dès la fin de leur formation afin qu'elles soient financièrement indépendantes. C'est une façon de lier la formation professionnelle avec les préoccupations économiques de ces jeunes femmes. Au-delà de l'acquisition d'un savoir faire il s'agit aussi d'améliorer leur conditions de travail. Là encore, la connaissance de la culture locale, du système de valeur et des modes de croyances, permet un développement économique intégré, durable et adapté aux besoins de la population.

b- L'action d'AVSF

L'association Agronomes et Vétérinaires Sans frontières (AVSF) est une association de solidarité internationale qui agit pour la promotion du monde rural, et de ses agriculteurs. L'ONG est née en 2004 de la fusion du Centre International de Coopération pour le Développement Agricole (CICDA) et de Vétérinaires sans frontières (VSF). Cette association vient en appui aux organisations paysannes et agricoles dans les pays défavorisés afin de revaloriser leurs savoirs et savoir-faire et de les promouvoir au Nord comme au Sud⁵³. Ils apportent donc un soutien local technique à dimension micro économique mais qui s'inscrit dans une démarche plus globale de sensibilisation et de mobilisation du grand public. Cette ONG est intéressante pour notre étude car elle tente

⁵³ Mainenti C. *Nos convictions, nos engagements* in *Dossier Notre nouveau visage*, Habbanae n°75, février 2005, http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

d'intégrer tous les paramètres d'une prise en compte de la dimension culturelle du développement, bien qu'elle ne travaille pas directement dans le secteur culturel. Il faut se détacher d'une définition de la culture comme en référence aux arts pour y englober tout le système de croyance d'une communauté. Ainsi la culture peut être un référent pour des projets touchant même à l'agriculture. La charte de l'association fait référence au partenariat et à la coopération avec les organismes locaux afin de ne pas se substituer à ce qui est déjà en place localement⁵⁴. Leur objectif est d'aider les populations à trouver leurs propres modes de développement et à en maîtriser les conditions. Ils promeuvent ainsi un développement endogène et se placent en complément des initiatives proposées ou existantes. Ils mettent alors en avant les pratiques de cultures et d'élevage traditionnelles efficaces, équilibrées et durables.

Dans ce cadre, ils interviennent au Brésil, où l'agriculture souffre d'un important déficit d'appui des pouvoirs publics⁵⁵. Seule l'agriculture d'exportation est soutenue. Avec la coopération de l'ONG française ESSOR et une ONG brésilienne APACC, ils ont mis en place un programme de formation pour renforcer l'agriculture familiale du Bas Tocantins. Cette région est presque exclusivement composée d'exploitations familiales de moins de dix hectares. Tout le système de production s'équilibre autour de l'agriculture, l'élevage, la cueillette et l'exploitation du bois. Pour maintenir durablement cet équilibre fragile, la population doit assurer une meilleure gestion de ses ressources naturelles. Les agriculteurs bénéficient d'une formation sur la gestion durable, la diversification des productions et l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits. Des membres de la communauté sont désignés comme moniteurs, relais des ONG, pour assurer un suivi régulier. Le fait de former des moniteurs et de les responsabiliser au sein du projet assure une certaine pérennité de l'action. La même méthodologie est appliquée dans le cadre de formation santé auprès des femmes. Il s'agit de les sensibiliser aux problèmes liés à l'eau, à l'alimentation des nourrissons et au dépistage de maladies telles que le paludisme. Une formation pour les adolescents se déroule en alternance. Ils passent quinze jours dans un centre de formation (enseignements fondamentaux et techniques agricoles) puis quinze jours dans leur famille pour la mise en pratique. Ce système permet de conserver la structure familiale au centre des enseignements et de la transmission de savoirs. Il n'y a pas de rupture entre les générations liée à la formation et à l'apprentissage extérieur, comme cela arrive souvent dans le cadre de tels projets. En effet les adolescents se forment en dehors de leur communauté et coupent ainsi les liens avec leurs parents. AVSF souhaite former 1500 agriculteurs, 500 femmes et 90 adolescents mais dans le respect et la valorisation de leurs connaissances. A partir d'une analyse des techniques paysannes, ils envisagent en accord avec la population, des axes d'amélioration, en recherchant systématiquement l'exploitation des ressources locales.

Un projet à la philosophie identique, est conduit à Cochabamba, en Bolivie⁵⁶. Face à la dépendance croissante des familles d'agriculteurs, vis-à-vis du marché, ceux-là abandonnent l'usage traditionnel de leurs terres et les modes de gestion qui y sont liés

⁵⁴ Texte complet de la charte d'AVSF, www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=149&art_id=71

⁵⁵ Bayle E., *Brésil-La formation : Clef de voûte du développement* in *Rubrique Vie des projets*, Habanae n°76, mai 2005, http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

(système de rotation, association agriculture/élevage, différenciation des étages écologiques...). Un programme de formation (législation, gestion des plans, conservation des sols, irrigation...) permet de recréer une productivité locale.

Une telle ONG applique donc les critères de la prise en compte de la dimension culturelle du développement bien que son action s'inscrive dans un secteur d'activité totalement autre que celui de la culture. La PCDC est avant tout une éthique d'action : partenariat, communication, compréhension et respect de la communauté, promotion des ressources locales et des savoir-faire traditionnels....

c- L'action d'EthnicA

EthnicA est une petite association de bénévoles créée en 1988⁵⁷. Ils opèrent principalement en Amérique Latine autour de micro projets. La dimension culturelle du développement est quelque chose d'essentiel dans la gestion de leurs projets. Tel est le cas du projet de récupération de la tradition orale Maya, qu'ils ont mis en place il y a cinq ans, dans la province du Yucatan au Mexique. Ils ont été contactés par un anthropologue maya qui souhaitait mettre en place cette politique de récupération. Le projet était basé sur les différents acteurs potentiels de l'éducation maya, de l'apprentissage de la tradition et de sa diffusion. L'idée est que des instituteurs séjournent dans des villages pour enregistrer sur microphones les témoignages des populations mayas, leurs traditions et coutumes sur tous les thèmes de la vie quotidienne. La phase suivante consiste en la traduction et retranscription de ces données en langue maya et en espagnol. Il s'agit principalement de maintenir la mixité des langues et des cultures surtout par des écoles et des professeurs bilingues biculturels. Une fois retranscrits, ces témoignages sont publiés sous la forme d'un recueil dans les deux langues et servent de base de travail dans les écoles, en cours d'art plastique, de théâtre ou tout simplement de lecture. Au départ, ce projet ne concernait que cinq écoles dans cinq villages. Aujourd'hui, cela recouvre quarante cinq villages avec plus de quinze publications. Un tel succès, sur une courte période de cinq ans, ne peut que justifier la nécessité de tels projets. EthnicA a reçu des fonds du Ministère des Affaires Etrangères et de l'UNESCO pour financer le matériel d'enregistrement, la publication des ouvrages mais aussi les instituteurs. En effet, ils étaient salariés afin d'accomplir leur travail, pour les responsabiliser et les motiver. Aujourd'hui l'association n'a plus le budget suffisant pour les rémunérer. EthnicA a décidé de se désengager du projet. L'enjeu était de savoir si la population Maya allait continuer ce travail sans l'argent de l'ONG. C'était un projet bien construit et pour lequel la population s'était engagée sans hésiter. Lors d'une ultime réunion où l'ONG a confirmé son désengagement, les instituteurs mayas ont confirmé leur volonté de continuer, bénévolement, le travail. La présence de l'association n'était plus nécessaire. Comme nous l'avons vu précédemment, la pérennité du projet, qui plus est sans la présence d'une force extérieure, est un gage de réussite. Ils ont su engager une communauté sur la

⁵⁶ Morantin C., *la cordillère bolivienne, un territoire objet* in Dossier les paysans des toits du monde, Habanae n°74, décembre 2004, http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

⁵⁷ Entretien avec Mme Cavaleri présidente d'Ethnic A, le 17 Janvier 2005

voie d'un développement qui leur est propre, dont ils ont su comprendre l'enjeu et en assurer par eux-mêmes la continuité. Par ailleurs, la plus value dégagée par cette initiative est d'ordre culturel (retrouver les traditions, renouer avec son identité...) mais aussi économique. En effet, il s'agit de réapprendre les techniques agricoles les plus adaptées au milieu, le régime alimentaire le plus rentable.... Il s'avère que retrouver les savoir-faire relance la productivité et assure une sécurité alimentaire en autosuffisance. Ce projet illustre la façon dont le culturel peut devenir une dynamique économique.

Ces trois exemples illustrent la façon dont des associations ont su prendre en compte le particularisme culturel dans les populations pour développer des projets intégrés et durables. Pourtant il existe de nombreux contradicteurs de cette théorie de la PCDC. En effet si les projets cités ci-dessus fonctionnent, ils doivent aussi faire face à des difficultés qui remettent en cause le fait que seule la culture puisse venir en aide au développement. Les ONG ne sont pas les seules à choisir et dépendent bien souvent de leurs bailleurs de fonds. Au-delà de la volonté propre aux porteurs du projet, il faut analyser d'autres paramètres extérieurs, afin d'évaluer si la PCDC est suffisante pour enrayer les maux du développement.

C- Des rapports Nord/Sud mentalement intégrés.

Nous verrons que même les ONG désirant agir selon une éthique de développement plus culturel, sont confrontées à des barrages institutionnels qui maintiennent le rapport de force Nord/Sud dans une situation de dépendance. Les rouages techniques de l'aide au développement favorisent une domination occidentale. La PCDC est-elle un nouveau contenant pour un même contenu ? Nous verrons que la notion de développement est purement occidentale, peu importe sa déclinaison. Les ONG sont elles aussi porteuses d'une culture, inhérente à leur existence même. D'un développement porté par la culture économique, nous nous sommes tournés vers un concept dit culturel, plus social et durable. Pourtant de nombreux auteurs et experts en développement se posent en détracteurs de la prise en compte de la dimension culturelle du développement. Selon eux, le contenant est le même, une vision occidentalisée de ce vers quoi on doit tendre. Changer l'intitulé du contenu ne remettrait aucunement en cause le problème inhérent à la nature même du développement. Cette notion porterait, en elle-même, une relation inégale entre le Nord et le Sud. Cela pourrait s'expliquer par l'aspect psychologique lié au fait d'intervenir dans le développement d'autrui.

1- Les rouages de l'aide en faveur d'une domination occidentale

Comme nous venons de le voir, non seulement la dimension culturelle du développement est une notion ambiguë, mais les ONG sont elles même porteuses d'une culture qui façonne leur travail. Malgré tout certains projets fonctionnent. On ne peut donc pas totalement dénigrer cette théorie. Si dans la théorie celle-ci est contestable, il faut évaluer,

dans la pratique, quelles peuvent être les difficultés rencontrées par les ONG dans la mise en place de leurs projets « culturellement intégrés ». Celles-ci concernent principalement l'autonomie du projet après le départ de l'ONG et les critères de financement des bailleurs de fonds.

a- la question de l'autonomie

La prise en compte de la dimension culturelle du développement ne se traduit pas seulement par le fait de monter des projets culturellement intégrés. Ces projets doivent tendre vers l'autonomie de la communauté concernée. L'ONG doit soutenir une initiative ou monter un projet en collaboration avec les individus, mais surtout s'assurer que le projet est viable de façon autonome. Il ne doit pas nécessiter, pour sa pérennité, d'intervention extérieure. En ce sens, il s'agit de former du personnel compétent pour le suivi du projet, de faire en sorte que la population s'approprie les décisions, le pouvoir d'initiative et l'avenir.

L'association EthnicA, sur laquelle nous nous sommes déjà penchés, s'est engagée dans un projet de formation à la couture dans une communauté du Sud du Mexique, dans la province du Yucatan⁵⁸. Ce village, rasé par un ouragan, devait se recréer une micro économie. EthnicA est intervenue sur la demande de la population. Avec l'aide d'une styliste française, ils ont monté une formation à la couture d'une durée de trois ans. Si au début, cette initiative a attiré cent cinquante sept femmes, seules sept sont restées tout au long de la formation. Il était nécessaire d'étendre la formation sur plusieurs années afin de responsabiliser les participantes et qu'elles acquièrent un savoir faire réel, et non une simple technique pour survivre quelques temps. Il fallait inscrire la couture dans le secteur économique du village. La styliste, sur la base des motifs traditionnels de la communauté, a dessiné des modèles que les femmes ont d'abord appris à reproduire et à appliquer. Elles ont ensuite pu participer à la conception même des patrons. En trois ans, la formation fut complète et s'est enrichie de connaissances en marketing et communication. Ces femmes pouvaient, elles même, démarcher les marchés et les villes aux alentours afin de vendre leur production alors que beaucoup d'entre elles n'étaient jamais sorties de leur villages.

De nombreuses autres communautés se sont tournées vers EthnicA afin de recevoir le même type de formation. EthnicA a refusé. Il ne lui paraissait pas bénéfique de diffuser un tel projet, seulement sous la forme d'un flux de connaissances, du Nord vers le Sud. Elle s'investit alors dans la construction d'une école de couture au centre de cette région, afin de satisfaire les besoins énoncés. Les femmes, ayant bénéficié de la première formation, pouvaient enseigner à leur tour aux autres personnes intéressées. Une telle initiative a permis de diffuser plus largement le projet, en impliquant directement les personnes qui, localement, détiennent le savoir faire.

Le projet a été financé par EthnicA, des fonds européens mais surtout par une fondation mexicaine. Toute la production de ces femmes porte le label du projet, avec le nom de la fondation et d'EthnicA. Au départ, cela était un gage de qualité. Les produits issus de la culture indigène étaient dévalorisés sur le marché. Ils ne bénéficiaient

⁵⁸ Entretien avec Mme Cavaleri présidente d'EthnicA, le 17 Janvier 2005

d'aucune reconnaissance. Ce label a permis de revaloriser les produits puisque sous la « tutelle » d'une ONG qui plus est occidentale. Afin de pénétrer les marchés locaux, cet étiquetage s'est avéré très utile. Aujourd'hui, ces femmes sont reconnues et leur produits tout à fait appréciés. Pourtant le label reste.

EthnicA finance toujours une styliste une fois par an pour qu'elle intervienne dans la formation. Elle crée de nouveaux modèles et réoriente la formation donnée, si besoin est. Sans ce label, EthnicA ne peut plus justifier de sa présence là bas, et encore moins légitimer son action. Pour la fondation mexicaine, le problème est le même. Pour obtenir des financements et pouvoir concrétiser les projets, il faut que l'ONG apparaisse comme indispensable. Ses actions et sa présence doivent être visibles. Ainsi, une certaine dépendance par rapport au porteur du projet demeure. Et celle ci est cultivée par les bailleurs de fonds. Lors de ma rencontre avec la présidente d'EthnicA, la question de ce label était toujours au centre de ses préoccupations.

b-le rôle des bailleurs de fond

Dans les années 60-70, les premières ONG latino-américaines se développent au niveau international⁵⁹. Sans moyens et surtout sans réelle reconnaissance, elles se lancent dans la course aux projets et aux populations bénéficiaires. Ayant connaissance des moyens de financement des institutions internationales, elles partent en quête de bailleurs de fonds. Les professionnels apprennent alors à répondre à « une mode internationale » dans la qualification de leurs projets. Ceux-ci seront « intégrés ou non », « de technologie », « intermédiaire », « traditionnel », « pour la femme ou l'enfant »....

Les populations sont bombardées de projets calibrés, qui arrivent clefs en main et doivent être acceptés par la population bénéficiaire. Un équatorien, indien du Cotopaxi témoigne alors : « ***Ils veulent nous imposer leur façon de voir les choses, ils ne comprennent pas notre façon de vivre et nos traditions [...] les experts arrivent avec des projets de canalisations d'eau que nous devons exécuter avec notre travail collectif, mais nous ce que nous voulons ce sont des routes pour aller au marché vendre nos produits.*** »⁶⁰

Le projet de développement reste donc marqué par notre imaginaire, par l'image d'une situation, d'un état que l'on pense atteindre, une représentation mentale. Or cette représentation n'est émise et dirigée que par les bailleurs de fond occidentaux ce qui inscrit le projet selon leur propre imaginaire. « Chacun [des bailleurs de fonds] veut avoir son projet et planter ses petits drapeaux dans le monde »⁶¹

« Est-il possible et nécessaire que les ONG existent indépendamment des

⁵⁹ Del Pozo E., *ONG, coopération internationale et recherche : entre l'appui aux paysans et le renforcement de leur exclusion* in *ONG paysannes et indigènes en Amérique Latine, mutation et recomposition vers le troisième millénaire*, p93-112, édition Charles Léopold Mayer, collection agriculture paysanne, société et mondialisation, 1997, 177pp

⁶⁰ *Del Pozo E., op cit, p101*

⁶¹ *Ibid, p107*

changements de conjoncture ou doivent-elles laisser leur espace et leurs tâches aux mouvements populaires, une fois que la démocratie est retrouvée⁶² ?

Le problème est que les financements sont accordés si l'initiative correspond aux critères que le financeur s'est imposé à lui-même et aux autres. Le bailleur de fonds influence donc en premier plan les actions conduites. Son apport financier est déterminé par ce qu'il qualifie lui-même de progrès, de pauvreté, de démocratie, de droits de l'homme ...Le pouvoir de l'argent lui permet de décider de quelle manière il va agir. L'échec du développement se caractérise souvent par la projection des idées et des intérêts de ceux qui interviennent. Le receveur ne pouvant seulement refuser l'aide ou la réorienter discrètement, il se doit surtout de s'adapter aux normes du donneur. Ce dernier enferme les programmes dans des contraintes et des carcans qui se rapportent d'abord à sa propre sécurité. Il existe donc des profils d'organisations à aider, des projets types, des catégories de partenaire idéal ou « à éviter », qui sont producteurs d'un « abonnement à l'aide ». **« Là où il y a don, il y a toujours attente d'un contre - don, là où il y a subside, ce n'est jamais sans conditions. Il faut le savoir et être capable d'analyser chacune des situations, afin de mesurer le poids respectif des avantages et exigences. Elles dépendent donc de l'orientation idéologique et pratique des bailleurs de fonds. »**⁶³ .

De plus, un projet doit être quantifiable, qualifiable et évaluable là aussi selon les critères de l'investisseur financier. Or ces référentiels sont rarement applicables dans un autre système de valeurs. Et comment peut-on mettre « en projet » un processus naturel d'expansion et de croissance ? Le choc des concepts conduit bien souvent à l'échec. Enfin, l'évaluation des projets se fait souvent sur le court terme ce qui les rend inopérables puisque conditionnés par une vision extérieure du temps. **« Le problème vient que l'occident et ses donateurs posent les mauvaises conditionnalités⁶⁴ . »** **« Vous parlez d'autonomie, pourquoi ne pas nous donner un peu de votre savoir-faire en matière de collecte de fonds et de publipostage ? »**⁶⁵ L'autonomie reste en effet en leurre. Pas forcément parce que les ONG sont enfermées dans leur cadre de références culturelles, mais surtout parce qu'elles ne peuvent pas évoluer dans un autre. Il ne s'agit plus ici de voir en quoi les ONG pourraient changer leur mode de fonctionnement, mais surtout par qui elles sont guidées. Le rôle des bailleurs de fonds reste souvent à l'ombre des grands scandales mettant en cause les pratiques des ONG. Il est pourtant évident qu'ils sont les premiers à diriger l'action en formulant leurs critères de financement. La PCDC ne serait donc qu'un nouveau contenant pour un même contenu, comme l'affirment de nombreux auteurs. Les ONG sont porteuses d'une culture inhérente

⁶² *Ibid*, p110

⁶³

Arellano-Lopez S., *op cit*, p26

⁶⁴ Rubio F., *Les ONG, acteurs incontournables et parfois ambigus in Les ONG acteur de la mondialisation, Problèmes Economiques et Sociaux, dossier d'actualité mondiale, n°877-878, 2 Août 2002, La documentation Française p101*

⁶⁵ *Ibid*

à leur structure, leur origine et leur histoire, qui font d'elles des acteurs ambigus dans l'aide au développement.

2- Nouveau contenant pour un même contenu ?

Le terme culture peut être très ambivalent. Est-ce vraiment une volonté nouvelle d'adapter les projets ou un nouveau moyen de faire passer le même modèle de développement et de camoufler les causes réelles du sous développement? La PCDC ne doit pas seulement être un « supplément d'âme » Il s'agit bien de s'interroger sur des projets, jusque là considérés comme neutres et universels.

a- Le développement : notion empruntée à une seule culture

Le constat d'échec du développement, centré exclusivement sur l'économie et la culture économique, a ouvert l'ère du « développement à particule ». On essaye tant bien que mal de trouver des alternatives, en ajoutant aux projets des dimensions multiformes. On assiste à une multiplication des formes de développement, qui pourraient conjurer magiquement les effets négatifs constatés jusqu'à présent. Le développement en lui-même n'existe plus, il est endogène, auto-centré, communautaire, équitable, authentique, populaire, participatif, intégré, local, microMais pour de nombreux auteurs, cela ne change rien.

« Parler d'auto-développement, d'ethno-développement, de développement endogène ne résout rien à priori. Le développement n'est pas une case vide que l'on pourrait remplir au gré des identités culturelles mais un ensemble de pratiques fondées sur une vision du monde spécifique et particulière liée à l'histoire des nations industrialisées sur les principes suivants : l'individu atomisé comme unité de référence sociale, domestication et exploitation des ressources naturelles sans égard pour leur renouvellement, le profit, le marché mondial, la rationalité cartésienne, une conception du temps linéaire, des objectifs et une mystification de la science et de la technique⁶⁶ . »

Pourquoi ajouter une dimension culturelle au développement ne résoudrait rien ? Il est vrai que cela permet, malgré tout, de mettre en place des projets davantage adaptés à la culture locale concernée. Changer de référentiel culturel pour les ONG et les acteurs du développement en général est un travail et une avancée considérables. Pourtant, certains pensent qu'il faudrait aller encore plus loin. **« En mettant l'accent sur l'identité culturelle on ne parvient nullement à faire disparaître, d'un coup de baguette magique, les présupposés culturels compris dans la notion même de développement⁶⁷ . »**

Car comme nous l'avons déjà évoqué, le développement est une notion née et modelée par la culture occidentale. C'est un tracé, une route ouverte par les pays industrialisés et qu'ils ont universalisée, en y engageant le reste du monde. Ainsi, toute

⁶⁶ Perrot M.D, op cit

⁶⁷ Perrt M.D, op cit

institution issue de ce modèle et de cette société sera inconsciemment structurée par elle. Toute la bonne volonté du monde ne suffirait donc pas à changer nos repères culturels et notre idée du bien-être auquel il faut à tout prix tendre.

« La culture autochtone ne saurait être une dimension du développement alors que le développement lui-même est le noyau dur de la culture des sociétés occidentales. C'est l'idée fautive qu'il suffirait de verser un contenu développement dans un contenant culturel »⁶⁸

Par ailleurs, le fait même de s'investir dans le secteur du développement ou de la solidarité est une démarche culturellement marquée. En effet, ce secteur a beaucoup de mal à se détacher de l'aspect de don et de charité. Les ONG, comme nous le verrons, jouent de plus en plus sur cet aspect, afin de récolter des fonds. Agir dans les pays du Sud est un acte empreint de l'idée d'aide, d'apport. Rarement de l'idée d'échange ou de partenariat. C'est ce qui a justifié, jusqu'à présent, le financement de l'aide internationale au développement et souvent l'existence même des ONG. Ces structures se sont mises en place en partant de l'idée qu'il fallait venir en aide à ces populations. L'aide était nécessaire puisque ces pays étaient en retard de développement. L'action dans les pays du Sud, pour leur développement, ne s'est pas basée sur une volonté d'un échange d'expériences mais bien d'apport de connaissances. Or, aider des populations, c'est les placer dans une situation d'infériorité, d'incapacité. C'est vouloir leur montrer comment faire. Ainsi les ONG, parce qu'elles sont issues d'une culture bien définie, sont toutes aussi porteuses d'une hiérarchie de valeur.

b- les ONG, acteurs ambigus porteurs d'une culture

La politique des ONG est largement conditionnée par les financeurs. Leur indépendance n'est que partielle. **« Elles sont parfois le prolongement discret d'une diplomatie étatique »⁶⁹**. La même rupture s'établit entre les ONG du Nord et les ONG du Sud qu'entre leurs gouvernements respectifs. Elles donnent une voix et permettent certaines mutations mais confortent aussi l'ordre général établi. Il y a obligatoirement une logique de choix et d'intérêts dominants, souvent ceux du financeur. La médiatisation, nécessaire aujourd'hui aux ONG dans leur quête de financement, reproduit le rapport Nord/Sud. Elles limitent occasionnellement les conséquences du développement dans une approche très humanitaire. Les ONG critiques ne bénéficient que de peu de visibilité et donc peu de financement. Ce sont les pièges du succès qui entraînent aujourd'hui certaines ONG dans les secteurs marketing, communication, fund raising et promotion. En 1989 Action contre la faim avait un budget annuel de 40 millions de francs. En 1999 il atteignait 400 millions de francs... Les « pièges du succès » font converger les fonds, tant publics que privés sur des régions très limitées du monde, pour des périodes courtes. Ces nouvelles formes d'intervention ont **« sonné le glas de la coopération traditionnelle à la base des programmes de développement de long terme fondés sur un renforcement des capacités locales »⁷⁰** Le recours au marketing et la croissance de budget, qui vient

⁶⁸

Ibid

⁶⁹ Rubio F., *op cit*, p 91

avec, permet souvent de gonfler les salaires, les frais de communication et de siège mais rarement les actions. Par ailleurs, le financement du secteur associatif pose l'éternelle question de sa réelle autonomie. Des financements publics soulèvent les critiques d'institutionnalisation et la recherche de fonds privés fait appel à des pratiques perçues comme contraire à l'éthique du milieu.

Les organisations ont subi une mode de labellisation « ONG »⁷¹. Cette labellisation fut croissante, dans un environnement où se développaient les organisations d'appui au mouvement populaire et où une compétition s'est installée pour la reconnaissance et la légitimité. Les ONG ont permis de combler un vide de politiques publiques, mais cela sans liens avec les organisations publiques locales et nationales. **« Il est permis de se demander si les ONG n'effectuent pas une sorte de capture du discours sur le peuple s'octroyant ainsi une place privilégiée et incontournable. »**⁷² De plus, elles sont financées par des fonds essentiellement étrangers. Le label ONG est aussi une force pour entrer dans la compétition des fonds publics ou privés. Le recours au marketing et la médiatisation maximale sont encore des moyens de gagner de l'audience et donc des fonds privés.

Les ONG Cultural Survival et Survival International travaillent respectivement l'une pour la sauvegarde de la société indienne en Amazonie, l'autre de l'environnement. Elles ont décidé de lier leurs intérêts pour servir leur cause. Un imaginaire fut créé où Indiens signifie protection de la forêt et où les dérives et pratiques non écologiques des Indiens sont cachés, dénoncés comme des exceptions cyniques ou comme les conséquences de la corruption. Cet imaginaire était une base idéale pour la récolte de fonds privés....

Les ONG proches des plus démunis sont parfois les fers de lance d'une introduction tout aussi pernicieuse de valeurs que celle favorisée par l'action d'acteurs économiques puissants⁷³. En Bolivie, une ONG américaine utilise le terme et la notion culturelle de « parrain » pour désigner le rôle des familles américaines en relation avec les familles d'une communauté indigène. Ces « parrains américains » envoient de l'argent et un soutien matériel principalement dans le cadre du mariage d'un ou d'une de leur filleul(e). Or dans les traditions de cette communauté, le système de parrain était particulièrement ancré et significatif. Il s'agissait alors d'un sage du village, proche de la famille qui jouait le rôle de guide dans la vie d'une jeune couple. Ce rapport s'est effacé en faveur de celui de l'argent...alors même que l'ONG soutient avoir conçu ce programme en accord avec les coutumes locales. Elle a joué un rôle de substitution à une pratique, en y ajoutant une

⁷⁰ *Ibid*, p96

⁷¹

Deler J.P., sous la direction de, *ONG, Développement durable et Société en Amazonie Brésilienne* » in « *ONG et développement : Société, Economie et Politique* », Karthala, 1998, 680p.

⁷²

Deller J.P, op cit, p 679

⁷³ Perrot M.D, op cit

dimension financière inexistante à l'origine.

«La notion de projet est nécessaire pour les ONG pour justifier leurs actions or les peuples n'ont pas de projets, ils ont juste des souhaits, des espoirs, des initiatives⁷⁴». Or elles introduisent cette notion auprès des communautés dans lesquelles elles interviennent. Elles entretiennent un mouvement de « chasse à l'aide ». Les organisations indigènes se forgent une connaissance approfondie et subtile des rouages politiques et organisationnels de l'aide. Ils libellent leurs demandes en tenant compte de l'identité de l'organisation donatrice. Ainsi une communauté demande le soutien d'un organisme religieux œcuménique, pour soutenir un oecuménisme indien qui, en réalité, est un programme de formation de leaders indigènes!⁷⁵

Les ONG sont de plus en plus institutionnalisées et subissent les mêmes contraintes administratives et organisationnelles que toutes les agences de développement⁷⁶. Le projet est nécessaire pour elles car il justifie son existence, son financement et légitime ses actions. D'un autre côté, les ONG du Sud acquièrent les connaissances nécessaires à la quête éternelle de fonds. Mais elles se calquent alors sur le modèle de travail occidental et sur le système de valeur qu'il incarne. Comme nous l'avons précisé en introduction, il ne faut pas tomber dans le manichéisme Nord/Sud. Cela signifie qu'il ne faut pas diaboliser toute initiative du Nord et bénir tout ce qui est issu du Sud. La recherche de financement caractérise toutes les ONG et les techniques sont les mêmes partout. En ce sens cela peut corrompre tout autant une ONG occidentale qu'une ONG locale. Il est donc primordial d'analyser les ONG en Amérique Latine, leur rôle par rapport à l'Etat et surtout par rapport aux autres formes d'organisation de la société civile. Nous pourrions ainsi mieux envisager quelles institutions sont les plus culturellement ancrées dans les besoins et savoir-faire concernés.

⁷⁴ Ibid

⁷⁵ Perrot M.D. ,op cit

⁷⁶ Verhagen K., *L'auto développement ? Un défi posé aux ONG, éléments comparatifs Brésil/Indonésie/Thaïlande*, l'Harmattan, UCI, Paris, 1992, 195p.

Partie II- Un référentiel culturel pour la promotion d'un développement endogène

La prise en compte de la dimension culturelle soulève la question d'un référentiel. Quelle culture est prise en compte et comment cela se formule-t-il dans la pratique? Nous avons vu les différents aspects de la théorie de la PCDC, sous l'angle de ses promoteurs et de ses détracteurs. L'analyse de la mise en pratique de cette théorie, à travers l'exemple de trois ONG, donne des résultats mitigés. Certes, les projets sont intégrés et le développement semble plus ancré au sein des communautés donc certainement plus durable. Pourtant, il apparaît que des paramètres, extérieurs à la seule volonté des ONG, viennent corrompre ces effets positifs. La réalité des rouages de l'aide au développement permet difficilement d'établir des relations équilibrées entre les donateurs du Nord et les receveurs au Sud. Au-delà d'une simple prise en compte de la dimension culturelle du développement, il faut se tourner vers une véritable remise en cause des rapports Nord/Sud au sein de l'aide au développement. En ce sens, nous allons nous concentrer sur le développement endogène en Amérique Latine. Quelles sont les ONG latino-américaines? Quels rapports entretiennent-elles avec l'Etat et la population? Quelles sont les formes de développement propres à cette région? Comment s'organisent-elles et comment fonctionnent-elles? Nous verrons clairement qu'une force alternative s'est créée afin de répondre à des besoins particuliers, tout aussi culturels qu'économiques. Suite à

ce constat nous évaluerons de quelle manière les ONG du Nord pourraient intervenir en soutien à ses initiatives. Nous envisagerons différents moyens pour rééquilibrer les rapports Nord/Sud sur la scène de la solidarité internationale.

A. La dynamique sociale de l'Amérique latine

L'Amérique Latine est une région à part où de nombreuses initiatives sociales ont pris naissance, souvent en opposition au modèle libéral nord américain. Il est important d'établir un état des lieux de l'engagement en Amérique Latine. Quels sont les liens entre les ONG, la population et l'Etat? Quel est le rôle de ces ONG? Nous verrons que le label ONG peut parfois dénaturer la nature des organisations. En effet, adhérer à ce label signifie se conformer à un mode de travail et de financement. Nous examinerons alors les mouvements sociaux qui se posent véritablement en opposition au modèle occidental, du Chiapas à Porto Alegre.

1- ONG, population et Etat en Amérique Latine

Il nous faut établir l'historique des ONG et de l'engagement en Amérique Latine, pour comprendre comment s'inscrivent ces acteurs au sein de la société. Nous analyserons les différents paramètres qui ont influencé la création et la dynamisation de la société civile. Il est important de prendre en compte l'environnement politique et religieux. En effet l'influence catholique et l'idée de charité chrétienne sont des éléments de base dans l'étude des mouvements sociaux. L'environnement dictatorial est aussi un facteur déterminant dans l'étude de la société civile. Nous pourrions alors mieux comprendre en quoi leur rôle, peut parfois être perçu comme ambigu : parfois porteur de l'idéologie de modernité, parfois soutien aux associations populaires.

a- Situation des ONG en Amérique Latine

A la fin de la Guerre Froide, les ONG émergent dans les pays du Sud, à l'échelle locale et en dehors des cadres existants. Il faut signaler que la majorité des ONG étaient alors issues de missions chrétiennes. Fleurissent, ensuite, des groupes affiliés à d'autres religions, et qui percevaient souvent les projets de l'Eglise et des missions chrétiennes comme du prosélytisme. Des associations sociales, liées à des communautés locales de défense des droits de l'homme, de la femme, des groupes d'ethnies ou de partis politiques suivirent le même développement.

Les ONG se forment et se multiplient dès les années 50 en Amérique Latine⁷⁷. Trois facteurs vont conditionner leur développement. Tout d'abord, il ne faut pas négliger le rôle fort de l'Eglise Catholique qui cultive une tradition d'assistanat. Reprise par les premières ONG, celles-ci auront du mal à en sortir, pour prendre le chemin du développement. Le

⁷⁷ Del Pozo E., op cit

type de gouvernement, ainsi que les agences internationales de développement sont tout aussi influents sur la forme prise par les ONG et surtout l'amplitude de leur champ d'action. De plus, la dégradation progressive des conditions de vie, dans un contexte récurrent de dictatures militaires et de multiples conflits, entraîne la radicalisation des Eglises et la création de nouvelles organisations populaires. Enfin, la restriction des espaces de participation de la Société civile, d'organisation et d'expression, a longtemps empêché tout développement participatif laissant l'espace public aux mains d'ONG étrangères.

Les ONG latino américaines se sont multipliées et surtout professionnalisées ces vingt dernières années, en recréant un espace de société, noyau de véritables initiatives sociales. Elles n'ont plus, aujourd'hui, un rôle réduit à celui de remplissage du vide transitoire de la société, laissé sous les régimes autoritaires. Les Pays en Voie de Développement constituent un fabuleux laboratoire d'analyse, de fermentation culturelle et d'avenir possible. Ils témoignent de signes encourageants d'une nouvelle solidarité en construction, synthèse entre tradition perdue et modernité inaccessible. Dans des structures de solidarité aux formes ancestrales, ils répondent à leurs problèmes actuels. **« Ici on est ingénieux sans être ingénieur, entreprenant sans être entrepreneur et industriels sans être industriel »**⁷⁸. Elles ont une indéniable potentialité en tant que noyau d'expérimentation

Ces ONG sont porteuses de sens et d'avenir, avec un rôle important à jouer sur la scène internationale et on reconnaît leurs capacités, mais on conditionne leur développement par les ressources financières. **« Le terme de développement empêche les pays du Sud à exercer leur droit propre de ne pas être classé selon le schéma avancé/retardé mais de se laisser surprendre par leur différence et leur propre ingéniosité. »**⁷⁹ En effet, la société civile représente une véritable nébuleuse informelle. Elle est bien souvent la base vivante d'une création économique. Les ONG agissent en parallèle à l'Etat, pour palier les politiques publiques. En ce sens, elles créent des services autonomes fondés sur une économie alternative.

Dès les années 80, en Equateur, l'Etat favorise les organisations populaires, qui peuvent enrayer la crise et compenser la chute du niveau de vie et répondre à la demande de services⁸⁰. Les ONG sont des exécutrices à bas prix et abaissent le coût de politiques publiques dans ces secteurs. Elles ont un rôle d'appui technique, elles orientent des bailleurs de fonds pour les projets productifs et économiques et font l'intermédiaire avec les organisations populaires. En milieu rural, leur but prioritaire est d'améliorer la production et l'entrée sur le marché. Elles se portent garantes de la bonne conduite du projet. Dans les années 90 les ONG font ce que l'Etat ne fait plus. Ce dernier abandonne le secteur des politiques sociales, sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale. La

⁷⁸ Latouche S., 2004, op cit, p27

⁷⁹ *Ibid*, p27

⁸⁰

Deler J.P., op cit, p668

croissance des ONG apparaît comme un transfert de responsabilités de l'Etat à la société civile pour régler ses propres problèmes. Mais les ONG sont rapidement assimilées aux projets libéraux, au milieu des affaires et se voient déléguer des « projets productifs », basés essentiellement sur le transfert de technologie.

b- Le problème de l'instrumentalisation des ONG

« Le problème majeur est que l'on a assimilé développement avec « projet de développement ». Or un projet de développement, malgré les bonnes volontés, est dans son essence implicitement contre le développement, car il agit sur une parcelle de la réalité sans prendre en compte les interrelations de l'ensemble. [...] Comme mot, étymologiquement, un projet est quelque chose que l'on cherche à matérialiser, c'est « l'image d'une situation, d'un état que l'on pense atteindre. » D'après le dictionnaire, comme concept, un projet « **est une représentation mentale générale et abstraite d'un objet.** »⁸¹ Le projet de développement s'inscrit dans le cadre de pensée post-guerre en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Dans les années soixante, le Tiers Monde devient visible et, alors qu'il en est fini de la reconstruction, les organisations se tournent vers les victimes du sous-développement. Les ONG du Nord ont les moyens, elles ont trouvé un nouveau but, il ne leur fallait plus qu'un intermédiaire, un pont entre les donateurs du Nord et les receveurs du Sud. C'est à ce moment là qu'apparaissent les ONG du Sud. Les ONG latino américaines ont très bien endossé ce rôle de médiateur entre les bailleurs de fonds et les ONG du Nord et les populations locales concernées. Elles sont alors parties à la chasse au projets et ont investi les campagnes, avec chacune d'elles un petit problème à résoudre, un morceau de territoire et une parcelle d'action. Refusant tout lien avec l'Etat, elles ont contribué à la fragmentation des politiques et de la société. Sous l'influence forte des dollars occidentaux, elles ne se sont aucunement interrogées sur les causes des problèmes de développement, ou à leur relation avec le modèle qu'on leur imposait mais plutôt à ses conséquences qu'il fallait enrayer au plus vite. Par ailleurs, ce rôle d'interface Nord/Sud, leur a fait rapidement perdre leur crédibilité. Les institutions de base, comme les syndicats ou les organisations paysannes, sentent que les ONG se servent d'elles bien souvent pour usurper leur rôle dans les communautés. Les ONG se placent alors comme porte parole de ces organisations. Or « **beaucoup d'ONG disent travailler pour nous à Quito et ici, attendent que l'argent de l'étranger arrive pour s'assurer de bons salaires, des voitures et une position sociale. Nous ne recevons qu'une aumône pour construire un magasin communautaire qui reste vide car nous n'avons pas l'argent pour cultiver nos terres** »⁸² commente un leader paysan équatorien. Les ONG Latino Américaine, créées pour relayer les ONG et les bailleurs de fonds au niveau national ont assimilé le modèle de développement venu du Nord. Elles se sont posées comme porte-parole d'un nouveau mode de travail négligeant les associations déjà en place.

« **Contribuant à l'amélioration du sort des population paupérisées du Sud**⁸³ »,

⁸¹ Del Pozo E., op cit, p99

⁸² Del Pozo E., op cit, pp. 93-102 Ibid

les ONG ont surtout des fonctions sociales non voulues et bien souvent inconscientes. Sans le savoir elles servent « **en effet à la reproduction du système social existant [...] en amortissant le coût des politiques libérales sans réellement résoudre le problème [...] elles servent au renforcement institutionnel de certains groupes** ⁸⁴ » Le label ONG a permis à des nombreuses organisations, de prétendre à des fonds internationaux. Mais ces derniers sont conditionnés par un mode de travail et une finalité correspondant aux intérêts du donneur. Ainsi les débuts des ONG en Amérique Latine ont été marqués par un mimétisme Nord/Sud. C'est important de la souligner pour ne pas croire, naïvement, que tout ce qui est fait par une structure locale est forcément meilleur que ce qui est apporté de l'extérieur. Il apparaît au contraire que des ONG du Sud peuvent faire les mêmes erreurs d'appréciation qu'une ONG du Nord. En Equateur, le développement des ONG se fit, dans les années quatre-vingts, alors que l'Etat se voyait de plus en plus affaibli par le FMI⁸⁵. Une enquête est menée auprès des ONG environnementales. Il en ressort que 50% des organisations recensées sont équatoriennes. L'enquête sous forme de questionnaire laisse paraître que 50% des ONG interrogées, ne précisent pas le type de relation qu'elles peuvent entretenir avec la population équatorienne. La plupart se contentent d'actions éphémères ne comptant que sur des bénévoles. La multiplication des « sans réponses », notamment laisse entendre que beaucoup d'entre elles ont un rôle de façade.

Une étude a été menée sur les ONG et la promotion de femmes au Mexique⁸⁶. Le mouvement féministe se bat pour un remise en cause de l'ordre hiérarchique homme/femme et propose des modes pratiques pour implanter des modèles socio-culturels alternatifs. Mais la plupart des ONG offrent un service directement à leur public, dans les domaines médicaux, psychologiques...et ne se consacrent que très peu aux activités de lobbying ou de pression sur les espaces politiques de décision. Le profil des militants est très souvent identique pour toutes : engagement très jeune, attitude critique précoce, scolarité dans le supérieur, bagage antérieur de ressources culturelles, politiques et sociales. Ils ont souvent milité dans des groupes clandestins d'extrême - gauche, des partis politiques ou au sein de groupes ecclésiastiques. Leur engagement est un exemple de volonté et d'esprit d'initiative du sujet. Il contribue non seulement à créer des politiques publiques en période de crise de l'Etat mais aussi à boucher le vide de la représentation des partis politiques. Par ailleurs ces ONG par et pour la population sont un modèle à suivre d'engagement de la population.

L'Amérique Latine reste le symbole de nombreuses luttes sociales qui ont pris des

83

84 *Ibid*

85

Deler J.P, op cit

86

Deler J.P, op cit, p239

dimensions internationales. Dans le cadre de notre étude, nous nous concentrerons sur deux exemples de mouvement qui illustrent l'opposition au néolibéralisme. Ces organisations n'usent pas de la labellisation d'ONG mais s'affirment en tant que mouvement social, pour tenter d'éviter certains écueils de l'instrumentalisation.

2- Du Chiapas à l'altermondialisme, une nouvelle force sociale

« Si nous abandonnons l'idée que ces populations constituent en quelque sorte une matière première que la politique de développement peut modeler selon un schéma unique et préconçu, nous découvrons que nous sommes en présence d'unités sociales qui, bien que plus faibles en moyens matériels et en dimension, n'en possèdent pas moins une grande force quand il s'agit de défendre leur identité sociologique. Cela se manifeste dans leur résistance à la pénétration d'une culture qui leur est étrangère et qui se dissimule derrière les offres alléchantes d'aide au développement. »⁸⁷

Le 1er Janvier 1994, suite à la signature des accords de libre échange ALENA, un groupe d'indigènes insurgés s'emparent de quatre villes au Mexique⁸⁸. Cet évènement marque la naissance du mouvement zapatiste conduit par le commandant Marcos. Depuis maintenant dix ans, ils ont pris les armes pour lutter en vue de l'intégration des Indiens dans la communauté mexicaine, tout en respectant leurs différences. Le soulèvement de cette minorité indienne dans l'Etat du Chiapas va, très rapidement, prendre une dimension transnationale. Le mouvement prétend que tout le monde est zapatiste et rallie derrière lui tous les exclus, dans une lutte sociale et antilibérale. On assiste à la création de comités de soutien aux quatre coins du monde, pour relayer les informations sur la rébellion et les messages du commandant Marcos. Le zapatisme devient un rêve, l'espoir d'un monde meilleur. Un peu comme l'anarchisme, à une autre époque, il est une dynamique pour relancer les mouvements sociaux contre un monde dont trop de gens ne veulent plus.

Le mouvement zapatiste a trouvé un écho en 2001, à Seattle, lors des premières manifestations contre l'OMC, dans ce que l'on appellera rapidement « le mouvement altermondialiste ». Une fois encore, l'Amérique Latine va s'illustrer dans la conduite de ce mouvement.

En janvier 2001, est inaugurée la première édition du Forum social Mondial, à Porto Alegre, au Brésil. L'actuel président Lula qualifia alors cet évènement de « **réalisation la plus extraordinaire de la société civile mondiale [...] plus grand évènement politique de toute l'histoire de l'humanité** »⁸⁹. Porto Alegre est la capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul, au Brésil. Cette ville, gouvernée par le Parti des Travailleurs, s'est distinguée par la mise en place d'un budget participatif⁹⁰. Ainsi, les habitants des quartiers définissent eux-mêmes l'affectation des fonds municipaux. Cette initiative concerne la

⁸⁷ Sanchez-Arnau J.C. et Desjeux D., *op cit*, p95

⁸⁸ Solari N., *la transnationalisation du mouvement zapatiste en question*, 2002, www.rennes.iep.fr/html/Fauvet/Memoires/Memoires-02/Solari.pdf

⁸⁹ Sader E., *Rendez vous manqué avec le mouvement social brésilien*, www.monde-diplomatique/2005/01/SADER/11839

gestion publique du budget, l'affectation aux politiques sectorielles, l'élection des directeurs et des conseillers éducatifs dans le réseau des établissements scolaires municipaux. Dans le cadre de débats, de consultations et participations au processus de décision, la population décide des priorités des investissements. Jusqu'à présent, les questions d'assainissement : accès à l'eau potable, tout à l'égout, réseau urbain... En 1989, seulement 46% de la population bénéficiait d'un tout à l'égout. En 1997 cela représente 74%. Ce système a fait ses preuves quant à l'efficacité de la dépense publique. Cette gestion démocratique et transparente de l'affectation des ressources s'avère être le meilleur moyen pour éviter la corruption et les malversations. Le système participatif a, par ailleurs, un rôle considérable quant à la construction d'une citoyenneté active et mobilisée en brisant les barrières bureaucratiques entre Etat et Société. C'est aujourd'hui un modèle de gestion tant au niveau national qu'international. De nombreuses communes, en France également, ont envisagé de mettre en place ce système.

Dotée de ce caractère participatif et démocratique, la ville de Porto Alegre était parfaitement représentative du mouvement altermondialiste. C'est pourquoi le Forum Social Mondial avait toute légitimité à se dérouler là bas. Le Forum et le mouvement qui s'y rattache se proposent de trouver un cadre théorique et pratique pour concrétiser l'idée qu' « **un autre monde est possible** ⁹¹ ». Ils dénoncent le déficit de démocratie actuel et jettent les bases d'un contre pouvoir. Essentiellement centré sur les alternatives au néolibéralisme actuel, il prône un développement culturel, la protection de l'environnement, l'annulation de la dette...

De nombreux mouvements sociaux latino- américains se sont illustrés lors de ce Forum et de ceux qui ont suivi chaque année. Ils ont été portés notamment par le mouvement des Paysans sans Terres (MST) qui a aussi acquis une dimension internationale. L'Amérique Latine, à travers ces événements, a pu diffuser son savoir et savoir faire dans l'organisation de mouvements sociaux alternatifs. Grâce à cette dynamique, des petites organisations et communautés ont pu trouver des relais, des partenaires, pour sortir de leur isolement et consolider les bases de leur développement.

B. Le succès des initiatives endogènes

« **L'aide est le plus mauvais moyen de favoriser le développement** » ⁹² De nombreux auteurs se sont alors penchés sur la question : faut-il laisser faire ? La théorie du développement s'est longtemps basée sur l'idée que l'on s'adressait à des peuples culturellement incapables. Pourtant, depuis plusieurs années, les exemples d'initiatives porteuses d'un développement culturellement intégré, qui fonctionne, se multiplient. « **Les**

⁹⁰ Pont R, *L'expérience du budget participatif à Porto Alegre*, www.monde-diplomatique.fr/2000/05/PONT/13718

⁹¹ *Site du Forum social Mondial*, www.forumsocialmundial.org.br

⁹² *Latouche, 2004, op cit, p25*

*exemples abondent où l'on voit les populations prendre en charge leur propre développement ou tout au moins s'évadent des chemins imposés par les décideurs d'un développement qui n'est pas le leur. »*⁹³

*« Notre idéologie du développement est une idée de l'autonomie : tenir debout, maîtriser, posséder, s'enrichir. Comment peut-on aider à être autonome ? »*⁹⁴ Si l'aide au développement conforte seulement une situation de dépendance, il faut se tourner vers ce qui se fait d'autre. C'est-à-dire, prendre en considération les projets émis et réalisés par les communautés, en leur sein et pour l'amélioration de leur conditions de vie ou la reconnaissance de leur identité culturelle. Nous étudierons quelques exemples de projets de développement endogène, la méthodologie et leur réalisation concrète. Nous nous pencherons sur le cas du développement participatif, de l'auto promotion et l'auto développement et enfin sur le rôle des associations populaires et des communautés.

1- La méthodologie du développement endogène

De nombreux partisans de l'aide au développement, dans le sens interventionniste du terme, associent le développement endogène à la politique du laisser faire, et donc le perçoivent comme improductif. En effet, s'ils caractérisent les populations concernées comme incapables, elles ne seraient donc pas plus aptes à « s'en sortir » sans aide extérieure. Or, le développement endogène repose sur l'idée de conscientisation de la population afin de créer une dynamique interne de développement. C'est le cas du développement participatif et de la théorie de l'auto développement.

a- Le développement participatif

« La manière dont les pauvres interprètent leurs besoins et les causes profondes de leur pauvreté façonne le sens qu'ils donnent à leur expérience de participation »

⁹⁵ Le développement participatif permet à une organisation de prendre part à des projets, stimulés par une aide extérieure, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et celle de leurs voisins. C'est un moyen pour vaincre l'exclusion, que de prendre conscience de sa faculté à s'organiser pour vivre plus dignement. C'est un instrument donnant le droit et les moyens d'agir. Cela permet de réorienter des projets de développement, en les fixant sur des buts concrets et stimulants, mais aussi de permettre une prise de conscience des exclus pour les aider à se doter eux même de pouvoirs et de réseaux. *« Le développement doit se faire pour les exclus, par eux, avec eux, et venir d'eux parce*

⁹³ *Ibid, p 25*

⁹⁴ *Ibid, p28*

⁹⁵

Schneider H., sous la direction de, Les réalisations communautaires de développement participatif au Brésil : quelques enseignements pour la politique de soutien in Mettre en œuvre le développement participatif , p203-229, F.O'Gorman, séminaire du centre de développement, OCDE, paris, 1995, 272p.

qu'ils désirent une société différente pour tous et non simplement un espace défini dans la société existante. »⁹⁶ Le développement participatif doit se penser au-delà du simple projet, en se fondant sur une initiative personnelle d'un groupe communautaire engagé ou d'un individu influent au sein de la communauté.

La participation **« est une démarche partagée de prise de décision, grâce à laquelle les membres d'une communauté choisissent les fins et les moyens et cherchent à obtenir des résultats »**⁹⁷. Cela doit se faire par une implication constante du début à la fin de la population concernée. Il faut mettre en valeur les coordinateurs locaux qui connaissent les priorités du groupe, avec qui ils travaillent et ont la confiance des gens. Ils servent de modèle pour lancer une dynamique d'implication de la population dans son ensemble. Et surtout le plan de participation doit se tourner vers les besoins et les envies de chacun. Pour cela, on doit diriger la recherche participative et **« interpréter l'agriculture du point de vue du paysan »**⁹⁸. La démarche participative n'est pas une simple délégation de prise de décision à des représentants mais se doit de stimuler les débats et l'apprentissage de chacun. On doit rechercher la maximisation des ressources locales afin de légitimer les décisions et d'obtenir des résultats rapides même partiels. Ceci permet à la communauté de confirmer ses choix et d'avoir la confiance suffisante pour se pencher sur des problèmes plus de fond.

⁹⁹ Pendant 30 ans, on a recherché la clef de la réussite du développement dans plusieurs concepts : le transfert de nouvelles technologies, de nouvelles méthodes, de nouvelles politiques. Mais les déceptions n'ont pas cessé. On avait trop souvent omis que la dimension culturelle du développement pouvait être un moteur central ou un frein puissant de l'activité humaine, sans laquelle il n'y a pas de développement. L'approche participative se situe dans cette logique puisqu'elle confie le rôle le plus important aux intéressés. **« Rechercher la participation c'est permettre un enracinement des décisions techniques, économiques et sociales qui impliquent les changements dans la culture et l'histoire du milieu, c'est créer les conditions pour que les évolutions soient décidées en conséquence de cause, consenties et assumées. »**¹⁰⁰ Cela suppose une autorité reconnue au sein de la communauté, qui prenne les initiatives, afin de mettre en œuvre, dans une zone donnée, l'ensemble des compléments indispensables à un développement durable et surtout greffé sur ce qui existe déjà.

96

Ibid

97

Schneider H., op cit, p215

98

Ibid, p215

⁹⁹ Marchand C., op cit

¹⁰⁰ *Ibid, pp. 16-28*

L'autorité d'un groupe est nécessaire en ce qu'elle est la condition et le moyen de mise en confiance, l'élément moteur pour lancer l'impulsion et entrer dans une relation de confiance. Il y a très souvent quelques individus qui créent une dynamique. Lorsqu'une ONG souhaite soutenir une démarche de développement participatif elle doit s'appuyer sur ces personnes qui sont des référents culturels crédibles pour le reste de la communauté. Par leur intermédiaire, les ONG extérieures peuvent stimuler la population pour leur donner le goût de l'auto organisation, soutenir les démarches existantes afin qu'elles servent de modèles. Afin surtout, que les populations prennent en charge progressivement leurs réponses aux défis qui leur sont lancés. L'ONG peut aussi être un intermédiaire, pour rétablir le dialogue entre la communauté et les autorités locales ou nationales. A terme, il est essentiel que ces dernières retrouvent leur rôle d'accompagnateur. L'Etat a fortement délaissé les politiques publiques sociales, au profit des réformes imposées par les institutions financières internationales. Mais il serait bon que les autorités décentralisées se réapproprient la dynamique du développement pour que celui-ci s'inscrive dans une réelle démarche politique. Aujourd'hui, le problème est que les Etats du sud ne peuvent plus jouer leur rôle de développeur et ceci a conforté la relation « ignorance/conflict/récupération » ONG/Etat. Il semble nécessaire aujourd'hui que les ONG cessent de se poser en opposition aux structures étatique afin de les réassocier progressivement à leur propre développement. En soutenant le développement participatif, les ONG n'ont qu'un rôle de tiers intermédiaire qui permet aux acteurs locaux du développement de remplir pleinement leur fonction, ou du moins d'en avoir l'opportunité. L'ONG n'est plus porteuse du projet mais, arbitre, conseil et protectrice.

b- problématique et réalisations concrètes

Le développement participatif est à la base de nombreuses réalisations communautaires au Brésil et particulièrement dans les Favelas ¹⁰¹. *L'Unidas Favella Santa Maria* est un bidonville du ghetto de Rio de Janeiro comptant entre 8 000 et 11 000 habitants. Il est, en majeure partie, aux mains des groupes armés des narco trafiquants. Une organisation communautaire s'est créée autour d'un groupe de femmes. Elles jouent leur vie dans cette entreprise mais encourent le risque, pour améliorer tant que possible leur conditions de vie et celles de leur communauté. Le conseil, élu par et parmi les habitants, permet de canaliser les revendications et de les recentrer sur les intérêts communs premiers. Ils possèdent aujourd'hui un bâtiment avec quatre salles de classe, un jardin d'enfants, une garderie, un local pour un programme de soutien scolaire pour cent vingt étudiants ainsi qu'un hall pour les activités culturelles et les réunions du conseil de la communauté.

Un peu plus loin, à Guaratingueta, sur l'autoroute reliant Rio à Sao Paulo, un prêtre ne supportant plus les chômeurs faisant l'aumône, décida d'organiser un projet communautaire de recyclage ¹⁰². Les sans-emploi étaient chargés de la collecte du papier en vue du recyclage. Ils sont aujourd'hui aussi responsables de la collecte, pressage et vente des boîtes en fer. Grâce à l'aide financière d'une agence allemande, ils ont pu acquérir les machines adaptées pour la transformation des bouteilles en plastique

101

Schneider H., op cit

en conteneur pour désinfectants ménagers. C'est la collectivité locale qui paie le camion et le personnel pour la collecte dans toute la ville. Ainsi une initiative très localisée a débouché sur une politique publique d'emploi. Il faut à présent protéger ce projet et le pérenniser afin qu'il ne rentre pas dans la logique de concurrence et échoue. Par ailleurs son autonomie reste limitée puisqu'il dépend encore du clergé pour son organisation globale.

A Lima, au Pérou, la crise de l'habitat a entraîné une densification incontrôlée du bâti¹⁰³. Un projet de restructuration vit le jour dans la communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador. Il fallait reconstruire ou transformer les parcelles de terrain que les habitants s'étaient appropriées, des années auparavant. Or, ce plan d'aménagement urbain faisait face à l'absence de volonté des pouvoirs publics, qui avait laissé ces terrains se bâtir à défaut de mener une réelle politique de logement dans Lima. Les habitants se sont organisés sous forme de comité afin de réguler les constructions et de régler les litiges quant à l'appropriation et les délimitations des parcelles. Ils ont rapidement compris qu'il leur fallait s'organiser en substitution d'une structure étatique, pour mener un semblant de politique d'habitat. Le comité a permis de moderniser la communauté par des politiques d'assainissement, de rénovation, la mise en place de canalisations d'eau et de tout à l'égout. Mais le Comité fit face à l'indifférence des institutions étatiques et financières. Des ONG vinrent en soutien au comité délégué de la communauté afin de servir d'interlocuteur. Elles obtinrent alors des crédits adaptés à leurs conditions de vie, l'état des travaux et les ressources de l'emprunteur. Jusqu'à présent les travaux s'effectuaient selon le cours de la monnaie, qui permettait au nom d'investir dans les matériaux. Grâce à ces prêts, les travaux ont pu être menés à terme dans des délais raisonnables et sans risques pour les habitants. Il s'agissait d'un réaménagement des habitats, afin d'y accueillir deux familles, réparer, transformer l'existant sans modifier la taille des parcelles. Sans les ONG et notamment l'intervention de la France, dans le cadre du programme « solidarité habitat », le comité n'aurait jamais eu le soutien des établissements financiers faute de crédibilité. Les ONG ont permis de canaliser l'attention des institutions financières et politiques sur une initiative locale de développement et de répondre aux besoins multiples de la population (financier, techniques et sociaux). Il apparaissait nécessaire qu'une structure extérieure intervienne pour avoir un point de vue global sur la situation et puisse lier les intérêts de chacun. Mais une fois le programme lancé, les ONG se sont retirées, une confiance réciproque et un partenariat s'étant installés entre les acteurs locaux. Par ailleurs, les ONG sont intervenues en soutien à une communauté déjà organisée, structurées et sûre de ses revendications. L'intervention extérieure ne fut qu'un soutien institutionnel à une initiative locale et non un acte de substitution.

c- Auto promotion et auto développement

L'auto-promotion peut être un vecteur de développement d'une économie populaire favorisant l'émergence ou le retour d'une classe moyenne, permettant, pour les populations les plus démunies, de pallier l'absence de l'Etat¹⁰⁴. De plus en plus, les ONG

103

Marchand C., op cit, pp. 98-108

initient ou soutiennent ce type de démarche. Mais il ne faut pas oublier que l'auto-promotion dépend d'un processus qui ne peut en aucun cas être une commande de bailleurs de fonds. L'auto-promotion est définie comme une initiative portée par un groupe de personnes pour subvenir à ses propres besoins. Une organisation d'auto-promotion s'inscrit dans un mouvement social. Que ce soit pour l'étude du mouvement zapatiste ou altermondialiste, tous s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement social d'auto-promotion dont Alain Touraine distingue trois éléments clefs :

C- La redéfinition des rapports Nord/Sud

Comme nous l'avons vu précédemment, la prise en compte d'une dimension culturelle du développement peut s'avérer insuffisante pour mettre en œuvre des projets durables et intégrés. Les associations, comme celles que nous avons analysées, sont une illustration de projets endogènes qu'il serait envisageable de promouvoir. En ce sens, des ONG du Nord pourraient soutenir ces initiatives afin de leur donner une voix. Le soutien doit être contrôlé, régulé et pourquoi pas contractualisé, afin que l'ONG ne se substitue pas aux acteurs premiers. En 2001, Resacoop, le réseau d'appui à la coopération en Rhône Alpes, a organisé un séminaire pour présenter la démarche d'évaluation et en expliquer le fonctionnement. A partir de leur travail nous verrons que cette démarche peut être valable pour toute institution, ONG ou collectivité, porteuse de projets à l'étranger. Nous verrons aussi qu'une telle démarche pourrait permettre de contrer les conséquences négatives liées à la mise en place d'un projet et précédemment développées. Il s'agirait, enfin, de donner plus d'ampleur aux représentations de la société civile du Sud au sein des réseaux de coopération sur la scène internationale de la solidarité en général.

1- La promotion d'une démarche d'évaluation

L'évaluation de projets est une pratique peu courante dans le monde de la coopération internationale, taxée de pratique de contrôle¹⁰⁵. Pourtant de plus en plus d'institutions en font la promotion comme outils de diagnostic permettant de réajuster les actions, de comparer les résultats, de se projeter dans l'avenir ou tout simplement de mesurer le chemin parcouru.

La démarche d'évaluation peut se faire à deux niveaux : en interne ou en externe. Il faut garder en tête l'idée que l'évaluation ne s'effectue pas seulement après coup mais aussi tout au long du projet afin de le réajuster dès que possible. On parle d'évaluation interne lorsque le porteur de projet lui-même est responsable de cette démarche. Elle

104

Sidoit J.C., *L'auto-promotion, un facteur de développement humain et un outil pour la paix*, <http://www.irenees.net/fiches/fiche-dph-3176.html>

105

« S'engager dans une démarche d'évaluation : Pourquoi ? Comment ? », Resacoop réunion évaluation, 18 octobre 2001, Lyon

cherche alors à mesurer l'adéquation entre réalité et idéal, entre ce qui est prévu et ce qui se concrétise. Elle porte sur les résultats obtenus et souhaités, la finalité vers laquelle on tend, les moyens à disposition et ceux nécessaires, et enfin la méthodologie des acteurs. L'évaluation externe est conduite par une équipe extérieure, souvent à la demande de l'ONG ou du bailleur de fond. Elle permet d'avoir un regard véritablement indépendant. Enfin l'évaluation peut être participative afin de créer une situation d'apprentissage et de formation. Les recommandations des experts devront être mises en place par les acteurs du projet. Il est donc nécessaire d'impliquer les populations locales dans le processus d'évaluation en définissant avec elles les termes de référence, les hypothèses et les choix d'indicateurs. Il est indispensable qu'elles trouvent aussi leur place dans le recueil de données, leur analyse et l'élaboration des recommandations.

Handicap International expose sa technique d'évaluation comme un « contrôle-qualité », nécessaire dans le cadre de projets lourds et inscrits sur une longue durée. Le financement de cette démarche est inscrit dès le départ dans le budget du projet afin de s'intégrer à la logique de travail et non d'arriver comme une politique « après-coup ». Enfin, pour que les recommandations aient un impact réel, il est nécessaire que les populations et les acteurs du projet les fassent leur. Ce dernier point est le plus délicat car il est au cœur d'un problème de choc culturel, entre experts et population concernée. En effet handicap International avoue être parfois confronté à des experts plus préoccupés de l'efficacité financière d'un projet que de ses impacts socio-culturels. Or la façon dont est conduite l'évaluation n'est pas sans effet sur le projet. Cela permet une meilleure compréhension globale et collective du projet. En contribuant à l'échange et au dialogue entre les parties chacun peut influencer les décisions et les orientations à venir, proposer de nouvelles stratégies...Pour autant, comme dans tout débat entre des intérêts divergents, cela peut remettre en cause la mise en place même du projet. C'est pourquoi il est indispensable de respecter des règles méthodologiques et déontologiques dans la conduite de l'évaluation et les débats qui l'entourent. De nombreuses organisations ont alors recours à un comité de pilotage, dispositif transparent d'accompagnement. C'est lui qui examinera et approuvera les termes du cahier des charges de l'évaluation afin de mettre les parties d'accord sur les référentiels. Enfin ils choisiront le comité d'experts chargés de l'évaluation et valideront leur rapport.

Mais il faut, en premier lieu, que l'évaluation soit perçue comme nécessaire dans le cadre d'une recherche sur le bien fondé du projet ou sur son éventuelle continuité. Une évaluation ne doit pas se faire sous le poids de l'obligation mais bien dans une démarche de compréhension. Ainsi la nature de celle-ci dépendra de chaque commanditaire selon ce qu'il recherche. Pour autant, des critères d'évaluation restent généralistes et ressortent lors de chaque évaluation :

- la pertinence
- le bien-fondé des objectifs des actions par rapports aux enjeux locaux
- viabilité
- impacts
- efficience

- efficacité
- cohérence
- relations entre les divers éléments du programme et avec les autres interventions
- degrés de réalisation des objectifs
- relation coût/résultats
- effets des actions à long terme
- pérennisation et reproductibilité

En avril 1994, fut créé le F3E qui entend promouvoir un réflexe d'étude en préalable à l'action et l'évaluation au cours ou au terme de l'action, auprès des Organismes de Solidarité Internationale. Les études préalables doivent permettre aux OSI de mieux préparer leurs projets et leurs interventions sur le terrain en vérifiant la viabilité et en assurant les conditions de bon fonctionnement. Cela constitue principalement en la production de connaissance du terrain. Les évaluations soutenues par le F3E sont rétrospectives, externes et de conseil. C'est-à-dire qu'elles font le bilan d'une action arrivée en fin d'une phase donnée. Elles apportent un regard extérieur indépendant et distancié. Enfin elles interviennent à la demande de l'OSI comme une aide à la décision et non un audit de contrôle. Par ailleurs le F3E met en place des études transversales pour permettre aux OSI d'analyser en commun leur pratiques sur un même terrain ou un même thème.

La Fondation de France s'est lancée dans le même credo avec les « Fonds pour l'expertise participative » aujourd'hui en place au Mali, à Madagascar et au Maroc. Leur objectif est d'apporter une expertise de qualité aux OSI du Sud afin qu'elle puissent acquérir au plus vite une autonomie nécessaire à la bonne conduite de leur projet en favorisant l'initiative et la responsabilité des populations.

2- La notion de partenaire au sein des réseaux internationaux

La notion de PCDC s'avérant insuffisante, il faudrait élever la reconnaissance culturelle au niveau de l'échange et de la coopération. Il n'est pas forcément bénéfique de vouloir s'enfermer dans un développement endogène et autocentré. Au-delà de cela il faut envisager les alternatives proposées et la philosophie du développement qui s'en dégage. Il ne s'agit pas d'empêcher les acteurs du développement, du Nord et du Sud de communiquer ou de travailler ensemble sous prétexte qu'ils évoluent dans des aires culturelles distinctes. Au contraire, il faut faire de ces différences une force d'action et d'échange qui passe en premier lieu par la reconnaissance de chaque culture et de ses acteurs. C'est sur cette base que l'on doit recréer un partenariat fort et équilibrer. Or, « **le partenariat se caractérise jusqu'à présent par un flux à double voie de banalités et par un torrent à une seule voie d'argent et de visiteurs** ¹⁰⁶ .» Sur la scène de la solidarité internationale, il est nécessaire de mettre en place un dialogue constructif où chaque partie comprend l'autre et respecte les capacités, les besoins et les limitations de

¹⁰⁶ Economie et Humanisme, op cit, p1

l'autre partie. Cela va dans la continuité de la PCDC mais pousse plus loin encore la logique de compréhension de l'autre. Il ne s'agit pas simplement de comprendre la culture d'autrui pour la pénétrer. Il s'agit de la considérer comme une source d'idées, d'alternatives et de possibles. Sur le terrain, nous sommes parfois loin de cette logique. **« Quand j'entends dire qu'il arrive un « expatriate » c'est toujours en pensant qu'il vient me conseiller et non que j'ai un collègue de plus ¹⁰⁷ . »** La coopération est le fruit d'une confrontation de choix et de modèles culturels. Pourtant **« la société s'est tellement fracturée que la plupart du temps nous ne percevons pas les énergies créatrices qui existent, latentes, au sein des populations les plus démunies ¹⁰⁸ »** Il existe d'innombrables réalisations d'économie solidaire en Amérique Latine qui relancent les énergies citoyennes. C'est sur cette base qu'il faut refonder les rapports Nord/Sud. **« Un groupe d'humain voué à la précarité ou à la marginalité ne sort de l'ornière que lorsqu' il émerge de lui une volonté, un désir d'affirmer ses potentialités, fruit d'un déclic lié à une rencontre, quelqu'un qui vient dire « c'est possible » ¹⁰⁹ .** Cette personne doit être crédible pour soutenir et compléter la volonté de « s'en sortir ». Les populations ont été trop longtemps victimes de projets **« vite abandonnés par ceux qui les avaient laissés et qui profitent de la réussite provisoire de leur projet pour s'engager dans d'autres actions ou pour assurer leur promotion personnelle » ¹¹⁰ .** Aujourd'hui il faut rétablir la confiance envers les pilotes des projets mais aussi et surtout en la population elle-même afin qu'elle retrouve la faculté d'imaginer un avenir. Cette remise en confiance peut se concrétiser dans le cadre d'un accompagnement. Se pose alors la problématique de la distance entre un suivi « de trop près » qui étoufferait l'esprit d'initiative de la communauté concernée. Par ailleurs, une mise à distance trop marquée rendrait sourde, aux difficultés de terrain, l'institution chargée de l'accompagnement. **« Le cimetière des projets sans suite est plein » ¹¹¹ Tout projet est « inutile s'il ne s'inscrit pas dès le départ dans une perspective de durée, de persévérance, d'engagement réciproque, on s'engage à ne pas abandonner la démarche et l'action entreprise, tant que l'on a pas réussi, ou pas constaté ensemble que l'on faisait fausse route et qu'il faut ensemble choisir un autre chemin. » ¹¹²**

Il faut atténuer au maximum les effets d'une relation inégale entre donateurs et bénéficiaires. **« Tous réclament un donateur qui soit à leur écoute, qui prenne le**

¹⁰⁷ *Economie et Humanisme, op cit, p1*

¹⁰⁸ *Ibid*

¹⁰⁹

Marchand C., op cit

¹¹⁰ *Ibid, p 206*

¹¹¹ *Ibid, p 207*

¹¹²

Marchand C., op cit, p 207

*temps d'apprendre et qui laisse une marge d'initiative suffisante contre un nord qui prétend savoir ce qui est bon, qui se pose en expert, qui ne prend pas le temps d'écouter ni la peine d'utiliser les ressources et les compétences locales ».*¹¹³ Mais, « *la main qui donne est toujours au dessus de celle qui reçoit* »¹¹⁴ Les partenaires du Sud, dont la présence et le rôle s'accroît de façon exponentielle, ne peuvent se satisfaire davantage de cette relation où *«ils sont consultés mais on décide.*¹¹⁵ »

Il faut changer de méthode, « *Non plus l'assistance réductrice et extrinsèque poursuivant un rêve égalitariste mais un contrat d'enrichissement mutuel*¹¹⁶ . » Cette idée doit se développer dans le cadre de forums et de rencontres internationales. Il faut donner une place, au sein des réseaux internationaux, à une représentation du Sud, «*contre ceux qui déterminent l'offre et l'essentiel de la demande au nom de leur compétence et de leur expérience*¹¹⁷ .» Cette reconnaissance internationale permettrait de donner une nouvelle voix à ces acteurs. Il ne s'agirait plus d'une situation où le Nord parle de ce qu'il doit faire pour le Sud mais où ce dernier proposerait ses alternatives. Il faut casser cette dualité des rapports qui corrompt l'aide. « *Il ne faut pas occulter ou minimiser l'exceptionnelle et récente vitalité du milieu associatif et la floraison des bureaux d'étude dans les pays du Sud, mais il faut souligner que les sources de financement restant les mêmes garanties exigées, impliquent une familiarité avec les circuits et des savoirs faire que les entreprises du nord maîtrisent mieux que celles du Sud. Si les ONG et les bureaux d'études veulent vraiment participer aux marchés, s'imposer dans les forums et instances d'expression internationaux, ils doivent s'insérer dans les réseaux existants et connus.*¹¹⁸ » Comme nous l'avons vu précédemment, les forums tels que ceux de Porto Alegre ou de Mombay ont lancé cette dynamique. Ils s'inscrivent géographiquement au Sud et tentent de favoriser un équilibre entre les représentations occidentales et les autres. Mais la dualité est fortement ancrée et résiste parfois. Les ONG occidentales restent les principaux organisateurs et porte-parole du mouvement. Il faudra du temps et de l'expérience pour arriver à une reconnaissance effective des alternatives. Mais la voie semble ouverte pour étendre la simple prise en compte de la dimension culturelle à un échange et une coopération où

¹¹³ Ibid, p100

¹¹⁴ Rubi F., op cit p99

¹¹⁵ Ibid, p99

¹¹⁶ Marchand C, op cit

¹¹⁷

Ibid , p516

¹¹⁸

Guichaoua A, sous la direction, « L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération » in « Coopération internationale : le temps des incertitudes », Revue Tiers Monde, PUF,1997, pp. 490-515, 520p.

l'on peut imaginer des associations populaires latino américaines, intervenir dans nos favellas occidentales.

Conclusion

Un projet de développement est loin d'être neutre culturellement ou d'être uniquement centré sur l'économie. Comme nous l'avons vu, la culture occidentale était jusqu'alors portée par ces projets puisqu'elle était qualifiée d'universelle ou du moins d'universalisable. Depuis 1982, date de la conférence de Mondiacult à Mexico, on tente d'intégrer une dimension culturelle du développement. Cela signifie alors plusieurs choses. Il s'agit de permettre le développement en brisant certains barrages culturels. Mais il est aussi question d'anticiper l'impact culturel, négatifs ou positif, qu'aura l'introduction d'un projet¹¹⁹. Il faut donc comprendre quelle peut être l'attitude de la population face au remplacement des cultures vivrières par l'agriculture de production, la modification du régime de propriété des sols, le remplacement de la coutume par du droit écrit, les changements dans la gestion du temps ou encore la substitution de pratiques médicales modernes aux travaux des guérisseurs. Fera-t-on face à une attitude de rejet, d'assimilation, de déstabilisation culturelle ou de perte de confiance ?

Il faut donc tenir compte des identités culturelles et faire participer la population aux projets. Il est important, dans cette démarche, d'identifier les facteurs culturels et leur rôle. Il faut analyser les variables à long terme qui ont une évolution lente. C'est le cas des traditions et croyances, du système de valeurs, des normes sociales, juridiques, éthiques et spirituelles, des institutions et structures du pouvoir. Mais il s'agit aussi du mode de vie, de la pensée, des habitudes de production, du vécu culturel, de la langue et du patrimoine non physique. Des variables à évolution plus rapide sont aussi des paramètres

¹¹⁹ Fabrizio C., op cit, p134

importants. Il est alors question des besoins et aspirations des populations, leurs savoirs et savoirs faire, leur créativité, l'avancée des technologies et les modifications de l'environnement.

« Ces facteurs, de continuité ou de changement, conditionnent les relations des individus à l'économie, au pouvoir et au développement ¹²⁰. » La prise en compte de la dimension culturelle du développement passe alors par une démarche bien précise. L'élément essentiel de la réussite du projet consiste en la consultation et la participation effective de la population. C'est la clef de la prise en considération de la culture ¹²¹. Il faut prendre appui sur la situation existante afin d'identifier clairement les changements à apporter pour définir et évaluer les modalités et le rythme de leur introduction. La connaissance des pratiques, des besoins, des aspirations de la communauté est essentielle pour les insérer comme terme de référence dans le projet. Le recours à des spécialistes des sciences humaines ou à des animateurs socio-culturels peut être bénéfique.

Ce recours à la sociologie, l'anthropologie ou l'ethnologie peut permettre de prendre conscience de notre propre cadre culturel de référence et des évidences déformantes que cela induit. **« Il s'agit de s'immiscer dans l'univers de l'autre, en tant qu'intervenante externe, la question n'est plus de savoir si sa propre perception est la bonne, mais de détecter si ses convictions sont compatibles avec la perception réelle de l'autre. Il devient alors très déroutant de devoir se défaire de ses propres certitudes ¹²². »** La remise en cause de l'efficacité de l'aide au développement s'est vraiment fondée sur la différence culturelle des acteurs, l'hétérogénéité de logiques de comportement et d'action. De nombreux intervenants ont souvent poursuivi des finalités différentes puisqu'ils accordaient au développement un sens lié à leur technicité. Le bagage d'évidences inconscientes que chacun porte en soi peut alors faire échouer l'action de développement entreprise. La théorie de la prise en compte de la dimension culturelle du développement apparaît alors comme une nécessité pour rendre les actions efficaces.

Les associations que nous avons étudiées travaillent en ce sens ; elles font une large place à la coopération, l'échange et l'écoute des besoins réels des populations concernées. Les projets sont discutés, débattus et intégrés à la logique des acteurs locaux. EthnicA travaille particulièrement à tendre vers l'autonomie de ses partenaires et n'hésite pas à se désengager du projet quand elle estime que l'autonomie est atteinte et les partenaires responsabilisés. L'AVSF n'agit qu'en soutien aux initiatives locales ou dans le cadre de formations. Cette méthodologie permet, là aussi, la prise d'autonomie rapide des partenaires et surtout un développement durable et culturellement intégré. Le CENIT est une ONG encore différente puisqu'elle n'intervient pas dans le cadre de projet ponctuel. Présente depuis maintenant 15 ans à Quito, la structure est presque entièrement gérée par des équatoriens qui l'ont faite leur. Il s'agit d'améliorer le quotidien

¹²⁰ Fabrizio C., op cit, p101

¹²¹ Ibid, p226

¹²² Pallanca J.C, op cit

des habitants de la banlieue de la capitale, par le biais de formation, scolarisation et un suivi médical et psychologique. Seuls les nationaux portent les projets. Les volontaires étrangers ou les Sœurs du Bon Pasteur, à l'origine de l'association, jouent le simple rôle d'assistant.

La PCDC semble un moyen efficace pour atténuer les effets, parfois pervers, d'un développement fondé sur l'unique référentiel culturel occidental. Il est indéniable que de tels projets sont mieux acceptés par les communautés et trouvent une certaine pérennité. Pourtant, si la culture a pu être perçue comme la clef d'un développement réussi et durable, il est nécessaire d'en mitiger les impacts concrets. Comme nous l'avons vu plus haut, notre référent culturel est bien souvent inconscient, inhérent à notre personne ou à une structure. Malgré les efforts fournis, est-il vraiment possible de se dégager de nos évidences pour comprendre celle d'autrui ?

Les interrogations sont nombreuses quant à la signification du terme « culture » « développement » ou « projet ». La traduction des concepts et des idées provoque souvent l'incompréhension, la confusion et peut entraîner l'échec du projet. Changer de perception est un acte difficile pour les ONG surtout lorsqu'elles évoluent dans un environnement institutionnel lui aussi porteur du référentiel culturel occidental. Le rôle fondamental des bailleurs de fonds, comme nous l'avons longuement évoqué, est bien souvent méconnu. Or, ils orientent la majorité des projets et ce, selon leur référentiel propre. Les ONG sont alors dépendantes aussi des objectifs recherchés par le financeur. Cette problématique, entre référentiel culturel du donneur (ONG), du receveur (communauté) et du financeur, touche tous les acteurs de la solidarité internationale.

Dans notre étude, nous nous sommes penchés sur le cas latino-américain. Nous avons constaté l'importance des mouvements sociaux mais aussi les risques de leur instrumentalisation. La « labellisation » ONG sous-entend souvent une adhésion à un mode de travail, de financement et d'institutionnalisation. Il est important de préciser, à nouveau, que les erreurs commises par les ONG du Nord peuvent aussi être imputables à certaines organisations au Sud. En effet, au-delà d'une origine institutionnelle de l'association, l'ONG peut être amenée à intérioriser le référentiel culturel occidental en l'associant à l'idée de progrès. Son travail peut être tout autant préjudiciable que celui d'une ONG externe. Il ne faut donc aucunement diaboliser l'action faite par le Nord et promouvoir seulement ce qui est fait en interne. Il faut aller au-delà d'une dialectique Nord/Sud. Le risque d'instrumentalisation évoqué, il semblait primordial de se tourner vers les autres acteurs potentiels.

Nous avons donc tenté de dresser un panel des types d'organisations, loin d'être exhaustif mais reflétant la réalité variée. Ce sont souvent des associations populaires, des conseils de communautés ou des syndicats paysans qui se sont révélés porteur de projet de développement intégré et durable. Les secteurs d'activité sont variés mais se rejoignent souvent autour de la question de l'identité, la langue, la tradition et la transmission des savoirs et savoir-faire. Ce sont souvent des projets micro-économiques et dont l'impact est, au mieux, régional. Mais cela fonctionne. Il ne s'agit plus d'intégrer une dimension culturelle au développement mais de laisser chaque culture produire elle-même son propre développement. Cette idée ne sonne pas pour autant le glas des ONG du Nord ou de toute coopération. De nouvelles méthodes ont été émises afin d'agir

en tant que partenaires dans la promotion d'un auto-développement ou d'une auto-promotion. Tout comme pour le développement participatif, il reste difficile d'évaluer le passage de la théorie à la pratique. Là encore le développement se pare de concepts et de particules dont chacun donne sa traduction.

La solution résiderait peut être dans la promotion directe, sur la scène internationale, des associations porteuses d'alternatives au développement. La naissance, et croissance, du mouvement « altermondialiste » ouvrent cette piste. Les Forums sociaux mondiaux se sont déroulé au Sud (Porto Alegre et Mombay) avec cette volonté de donner une voix à eux qui en sont habituellement privé. Une enquête plus approfondie quant à l'organisation de ces manifestations, nous aurait permis d'évaluer la réelle participation d'ONG du Sud. Or, ces informations sont très difficiles d'accès voire inexistant. IL en est de même pour l'étude des ONG. Elles soutiennent tous avoir des partenaires locaux dans chaque pays où elles agissent. Elles encouragent toutes le développement participatif. Les politiques de développement ont souvent été taxées d'impérialisme culturel et les ONG connaissent bien les termes « politiquement corrects » servant à définir un projet. Des expressions sont définitivement bannies du vocabulaire de la solidarité internationale. Mais s'agit-il seulement d'une question de vocabulaire ? Notre étude manque indéniablement de détails techniques, de chiffres et de statistiques, de témoignages et de bilans. Cette absence, parfois, de documents pratiques s'explique par la difficulté d'obtenir des sources mais aussi par le manque de production sur ce sujet. Il s'agit d'évaluer une réalité de terrain à travers des comptes rendus qui peuvent manquer d'objectivité.

Les pistes évoquées pour rééquilibrer les rapports Nord/Sud, demeurent elles aussi dans le domaine de la théorie. Du moins pour le moment. Les ONG et organisations populaires du Nord comme du Sud semblent avoir pris conscience du besoin de coopération, d'échange et de partenariat, nécessaire pour faire éclore ces alternatives. Si le monde d'aujourd'hui est bercé par la musique néolibérale et les conditions d'une mondialisation extrême, de toute part des voix s'élèvent pour faire entendre ses particularismes. Cela se traduit par des mouvements extrémistes, religieux et culturels, par la naissance d'une notion d'exception culturelle qui s'est transformé en une lutte pour la diversité culturelle. L'idée de prendre en compte une dimension culturelle du développement permet d'admettre cette diversité et les particularismes qui font l'autre. La diversité est le combat d'aujourd'hui, face à cette peur d'uniformisation qui serait portée par la mondialisation. Lier la culture au développement doit être un moyen de promouvoir les particularismes et les alternatives pour que chacun puisse puiser dans son imaginaire la façon qui lui est propre d'évoluer.

Bibliographie

Mondialisation culturelle, développement, occidentalisation

- Claval P.** Modernisation et occidentalisation in La géopolitique culturelle, Fac Géo, Nathan Université, 2004, p297-325, 383pp
- Latouche S.** L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La Découverte, Paris, 2005, 170pp
- Malherbe M.** Les cultures de l'humanité, édition du Rocher, 2000, 330pp
- Rist G.** Le développement, histoire d'une croyance occidentale, 1996, 426pp
- Warnier J.P.** La mondialisation de la culture, Repère, la Découverte, 3eme édition, 2004, 119pp
- Sachs W. et Esteva G.** Des ruines du développement , édition du Serpent à Plumes, 2003, 180pp

Le rôle des ONG et la coopération

Arellano-Lopez S. *Les ONG : instruments du projet néo-libéral ou base solidaire des alternatives populaires*, Centre tricontinental, le Point de vue du sud, L'Harmattan, Paris 1998, 194pp

Boissard S. et Gravier N. *Guide des ONG françaises en Amérique Latine*, la Documentation Française, collection IHEAL, 2004

Del Pozo E. *ONG, coopération internationale et recherche : entre l'appui aux paysans et le renforcement de leur exclusion* in *ONG paysannes et indigènes en Amérique Latine, mutation et recomposition vers le troisième millénaire*, p93-112, édition Charles Léopold Mayer, collection agriculture paysanne, société et mondialisation, 1997, 177pp

Deler J.P., sous la direction de, *ONG et développement : Société, Economie et Politique*, Karthala, 1998, 680pp

Verhagen K. *L'auto développement ? Un défi posé aux ONG, éléments comparatifs Brésil/Indonésie/Thaïlande*, l'Harmattan, UCI, Paris, 1992, 195pp

Culture et développement

Arfwedson A. Peut il y a voir de développement sans culture, in *Question de développement, nouvelles approches et enjeux*, p75-89, sous la direction d'A. Guichaoua, l'Harmattan, USTC culture, 1996, 207pp

Bagadion B. et Cernea M.M. *La dimension humaine dans les projets de développement : les variables sociologiques et culturelles*, Karthala, 1998, 592pp
Guide de l'aide au tiers monde : solidarité et développement, F. Didier, Syros, 1984, 189pp

Dupuis X. *Culture et Développement : de la reconnaissance à l'évaluation* UNESCO/ICA, Paris, 1991, 174pp

Fabrizio C. *La dimension culturelle du développement, vers une approche pratique*, Culture et Développement, UNESCO, Paris, 1994, 241pp

Gabas J. *Nord/Sud : l'impossible coopération ?*, La bibliothèque du citoyen, Presse de Science Po 2000

Garate M. et Quintana K. *Crise d'identité pour les ONG in Chili, contexte économique et mouvement sociaux*, Chapitre 4, p109-113, publié par SOS Faim, éditions action pour le développement, 1996, Bruxelles

Hermet G. *Culture et développement*, Presse de Sciences Po, Paris, 2000, 175pp

-
- Marchand C.** *Nord-Sud : pour un développement équitable de l'aide au contrat*, ateliers du développement, Syros Alternatives, GRET-FPH, Paris, 1991, 245pp
- Pallanca J.L.** *Agir pour un développement humain et solidaire*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2002, 196pp
- Poncelet M.** *Une utopie post-tiersmondiste, La dimension culturelle du développement*, l'Harmattan, collection alternative rurale, 1994, 365pp
- Rist G.** *La culture : otage du développement ?*, Paris 1994, 191pp
- Sanchez-Arnau J.C. et Desjeux D.**, sous la direction de, *La culture, clé du développement ?*, Alternatives, l'Harmattan, Paris, 1983, 195pp

L'Amérique de Sud

- Bengoa J.** *Modernité et identité en Amérique Latine*, in *Economie et Humanisme* n°344 avril 1998, p13-19, 160pp
- Cardoso F.H., Faletto E.** *Dépendance et développement en Amérique Latine*», PUF, collection politique, 1978, 222pp, p 201-216
- Chapuis R.** *L'Amérique Latine, un pied dans le développement* in *Les quatre mondes du tiers monde*, Masson Géographie, Paris, 1994, p67-94, 243pp,
- Diaz H., Rummers J., Taylor P., Toronto,** *Le façonnement d'identités nationales et modèle de développement en Amérique Latine et aux Caraïbes*», 1991, 364pp
- Oliveira C. de et Katz C.** *L'Amérique latine rebelle contre l'ordre impérial*, collection Contre Temps, édition Textuel, Paris, 2004, 191pp
- Rouquié A.** *L'Amérique Latine, introduction à l'Extrême Occident*, Point, Essais, Edition du Seuil, deuxième édition 1998, Lonrai

Projets de développement, expériences et documents pratiques :

- Cannat N.** *L'action du PRATEC ou comment revigorer la culture andine in L'honneur des pauvres, valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation*, p55-69, éditions Charles Léopold Mayer, document de réflexion et d'action pour le futur, 1997, 160pp
- Deler J.P., Le Bris E., Schneier G.,** *ONG/municipalités : un nouveau partenariat dans la gestion locale, le grand Buenos Aires*, in *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Prévot-Schapira M.F., Kathala, 1998, 423pp
- EthnicA,** *Rapport de mission Mexique*, document de travail de l'association sur les
-

ateliers de broderies de Yucatan, Mexique

Héroid G., sous la direction de, Amérindiens : des traditions pour demain, onze actions de peuple autochtones d'Amérique Latine pour valoriser l'identité culturelle, fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, 1997, 225pp

O'Gorman F., sous la direction de Hartmut Schneider, Les réalisations communautaires de développement participatif au Brésil : quelques enseignements pour la politique de soutien in Mettre en œuvre le développement participatif, p203-229, séminaire du centre de développement, OCDE, Paris, 1995, 272pp

UNESCO Table ronde sur la coopération pour la protection de l'identité culturelle, l'action des réseaux autochtones et non autochtones, colloque de l'UNESCO 15/18 mai 2001, document de travail de l'association Ethnic A

Resacoop, S engager dans une démarche d'évaluation : Pourquoi ? Comment ?, Réunion Evaluation, 18 octobre 2001, Lyon

Revues

Esprit, Le choc des cultures à l'heure de la mondialisation, n°4, avril 1996, 195pp, p38-54

Esprit, La nouvelle question Nord / Sud Morvan A., juin 2000, p146-158, 225pp

Cultures et Conflits, Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité in les anonymes de la mondialisation, Cesari J., 1999, p5-25, 193pp

Economie et Humanisme, Coopération au développement : les raisons des plus forts in Les ONG, de l'institution au système, de la liberté à l'intégration, n°325, juin93, 98pp, publiée avec le Concours du Centre National des Lettres

Problèmes Economiques et Sociaux, Les ONG, acteurs incontournables et parfois ambigus in Les ONG acteur de la mondialisation, Rubio F., in dossier d'actualité mondiale, n°877-878, 2 Août 2002, La documentation Française.

L'Ecologiste, Défaire le développement, refaire le monde, dossier, n°6 hiver 2001, volume 2, n°4, 84pp

Revue Tiers Monde, L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération, in Coopération internationale : le temps des incertitudes, André Guichaoua, sous la direction de A.Guichaoua, PUF, 1997, p490-516

Revue Pouvoirs L'Amérique Latine, n°98, publiée avec le concours du Centre national du livre, septembre 2001, 201pp

La Documentation Française, L'Amérique Latine, sous la direction de Blanquer J.M., 2004, Paris, 208pp

Problèmes Economiques, L'Amérique Latine, miroir de la mondialisation, n°2.713, 16 mai 2001, p11-15

Documents et sites Internet

Latouche S. *En finir une fois pour tous avec le développement*

<http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lalignedhorizon/latouche.htm>

Perrot M.D. *Les empêcheurs de développer en rond,*

<http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lalignedhorizon/mdperrot.htm>

Réseau ROCADe, réseau des objecteurs de croissance pour l'après développement

www.apres-developpement.org

Réseau Sud/Nord culture et développement www.networkcultures.net

Association Ethnic A <http://www.multimania.com/etnica/>

Centre International de Coopération pour le Développement Agricole

<http://www.cicda.org>

Association Tradition pour Demain

<http://www.coordinationsud.org/coordsud/membres/tpd>

Unesco, conférence de Bogota,

<http://unesdoc.unesco.org/images/0004/000495/049538fb.pdf>

Culture et développement, des identités rebelles en Amérique Latine

http://www.networkcultures.net/3_f.html

Politiques du FMI et de la Banque Mondiale en Amérique

www.eleves.ens.fr/attac/Mendes.pdf

Ajustement structurel et jouissance effective des droits

<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/66a522ce93284feac12569bc0050c393?Opendocur>

Le Monde Diplomatique www.monde-diplomatique/2005/01/SADER/11839

Ramonet I. *Porto Alegre*, éditorial,

www.monde-diplomatique.fr/2001/01/RAMONET/14647

Houtard F. *Les problèmes de l'altermondialisme*

www.mondediplomatique.fr/2003/11/HOUTARD/10661

Pont R. *L'expérience du budget participatif de Porto Alegre*,

www.monde-diplomatique.fr/2000/05/PNT/13718

Site du Forum Social Mondial www.forumsocialmundial.org.br

Solari N., *La transnationalisation du mouvement zapatiste en question*, 2002,

www.rennes.iep.fr/html/Fauvet/Memoires/Memoires-02/Solari.pdf

Sidoit J.C., l'auto-promotion un facteur de développement humain et un outil pour la paix

<http://www.irenees.net/fiches/fiche-dph-3176.html>

Mainenti C. *Nos convictions, nos engagements* in *Dossier Notre nouveau visage*,
Habbanae n°75, février 2005,

http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

Bayle E., *Brésil-La formation : Clef de voûte du développement* in *Rubrique Vie des projets*, Habanae n°76, mai 2005,
http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

Morantin C., *la cordillère bolivienne, un territoire objet* in *Dossier Les paysans des toits du monde*, Habanae n74, Décembre 2004,
http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=170&art_id=431

Texte complet de la charte d'AVSF, www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=149&art_id=71

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation du CENIT

Street Outreach

Working children and their families seldom find their way to CENIT on their own. For this reason, CENIT's Outreach Program goes to them. Each day, staff members and volunteers organize artistic or occupational activities and take them out to children and families working in various sectors. Activities emphasize fine-motor skills, creativity and group cooperation. The Outreach Program provides a welcome respite for working children, an opportunity for educators to encourage children to return to formal education, and hope to families living in extreme poverty. The Outreach team's work maintains CENIT's connection with our community and leads many new children and adults to approach CENIT each year. Teresa Montenegro is ten years old and one of four girls who appeared one day in one of CENIT's street outreach sectors. New to the area, the girls explained their story to CENIT's volunteers. Their father abandoned the family after much violence some years ago, and their mother recently abandoned them as well. The four sisters are six, seven, ten and eleven years old, respectively. The Montenegro sisters continue to live in a neighborhood in southern Quito where they can get free food once a day at a local soup kitchen.

Emergency Shelter

In cases of extremely severe physical or sexual abuse, abandonment from the home or special extenuating circumstances, CENIT maintains an emergency transitional shelter for girls and young women. Girls admitted to the shelter receive assistance from CENIT's social worker, psychologist, physician and legal counsel when necessary. Due to extreme financial limitations, CENIT's shelter has been reduced from a 30 bed to a 6 bed capacity. Whenever possible, CENIT staff work with the girl and her family to try to keep the family intact. When familial reinsertion is considered dangerous for the young woman in question (when the sexual abuser is the stepfather, for example), CENIT looks for long-term institutional placements. Patricia is 15 years old and one of six children. Patricia's mother has had a series of partners, one of whom raped Patricia. Due to the risk of repeat sexual abuse, Patricia has been in CENIT's transitional shelter multiple times over the past five years. CENIT's social worker has looked repeatedly for a long-term institution that could accommodate this young woman, but neither Patricia nor her mother have approved of any of the available institutions. In the meantime, Patricia says she feels at home in CENIT's shelter. She works in the recycled paper workshop by day and likes to watch television each night. Patricia maintains steady contact with her mother and her half-sister, a student in CENIT's primary workshop school.

Primary Workshop School

Working children have great difficulty attending and succeeding in school. First, their families cannot forego the meager income that each child contributes. Second, all schools, even public ones, have required fees for uniforms, school supplies and matriculation, putting basic education well beyond the reach of many struggling families. Third, working children are accustomed to the day-to-day survival inherent in street life; it is difficult to convince them of the long-term pay-off of education. Finally, those who wish to enter or return to school often face an insurmountable obstacle: they are denied entry to public and private schools because they are too old for their grade level.

To make education possible for working children, CENIT provides a special school for working children ages 8 to 15 who have fallen behind in their studies or were never enrolled. Classes are held daily from 1pm to 5pm, thus allowing children to continue to work in the mornings and to contribute to their family income. The Primary Workshop School covers six elementary education grades in three years, bringing these special students up to speed with their peers. The classroom emphasis is very practical, incorporating vocational workshops to teach children skills valued by the work market. Depending on their level, children learn paper and card-making, bakery or carpentry.

Paula is one of 10 children. She spends her mornings helping her mother with the family's housework and cooking for her siblings at home. Paula and her nine year old sister, Anita, walk to CENIT at noon, where they have lunch with their classmates. The then two girls begin classes at CENIT's Primary Workshop School at 1PM. Paula's favorite class at school is math. She also likes recess time and the paper-workshop. Paula wants to be a flight attendant when she grows up, so she's trying hard to finish primary school. She and Tania finish school at 5PM. After school, Paula needs to work to help support her mother and siblings. She sells candies outside bars and clubs until 11PM each night. Paula

earns an average of \$2.00 during her six hour shift. When asked if she is ever scared being out late at night in dangerous neighborhoods, Paula responds, "not really. I have my sister with me. She's nine."

Drop-In tutoring Center

Working children enrolled in school tend to have poorer academic outcomes and higher drop-out rates than their non-working peers. Working children have several challenges to surpass if they are to succeed in school. First, they must balance their work schedule with their school hours and still find time for homework. Second, parents of our children have an average of 6 years of formal education, meaning that many of them are barely literate and largely unable to help their children with homework assignments. Third, parents frequently urge their children to drop-out of school in order to work longer hours to contribute to the family's earnings.

To support working children in their efforts to educate themselves, CENIT provides a Drop-In Tutoring Center located in one of the largest marketplaces of Quito. Children attend morning or afternoon sessions where they receive individual attention. They also benefit from parent counseling services and school conferences and follow up. As a result of the Drop-In Tutoring Center services, working children are more likely to stay in school and to get higher paying jobs when upon graduation. Lorena, Erika and Karina Arboleda are all enrolled in CENIT's Drop-In Tutoring Center. The three sisters, ages 11, 10 and 7 years old, go off to school together at 7:00 each morning. The girls arrive at CENIT after school for a quick lunch and then head down to the Drop-In Tutoring Center. Karina says she likes the Center because "We play games, do puzzles. It's nice!" After finishing their homework, the Arboleda sisters have an afternoon snack and head home.

Their mother, Juanita, is a single parent working two jobs to support her six children. Juanita heads off to work each day at 6:30AM, leaving 13 year old, Alexander, to look after her one year old son. Juanita returns at 6:00PM, changes her clothes, and heads out to her second job. The daughters then take over caring for the baby, allowing Alexander to go to school from 5:00 to 10:00PM.

And is there any time for dreaming in such a demanding family schedule? You bet! Both Lorena and Erika want to be pediatricians when they're older. Karina, however, insists that she wants to be a carpenter.

Early Childhood Intervention

The risks of street-life are particularly acute for toddlers and young children. Mothers are often occupied with their work, leaving young children vulnerable to accidents, exposure to infectious diseases and abuse. In addition, early exposure to street-life makes the transition to formal schooling more difficult. In an effort to prevent these young children from growing into a harsh life of street work, CENIT makes a special effort to recruit young children off of the street and into the classroom. CENIT's Early Childhood Intervention Program provides supervised play, a nutritious meal, educational stimulation, and medical care for children ages two to five years. In addition, the Early Childhood Intervention Program helps parents find appropriate primary schools for their children and reinforces the importance of educating their children. Rosita* is a four year old girl who joined

CENIT just this year. Rosita is an only child and lives with her father, a knife-sharpener. Rosita's parents are separated, and her mother, an epileptic, is unable to contribute to her upbringing. * All the names used in this website have been changed for the protection of the minors profiled.

Family Assistance

CENIT's integrated programs are based on the premise that, to truly enact change in the lives of young women, one must work with the family and indeed the community. This theory gave rise to CENIT's Family Assistance Program, an initiative that offers educational classes (required for all parents of CENIT students), an available micro-credit program, and vocational workshops offered weekly in cosmetology, sewing and bakery. Workshops are available to all community members, providing important training to advance participants in Quito's limited job market. A mother of 10 children, Raquel is a 46 year old participant in CENIT's Family Assistance Program. Raquel, a single mother, enrolled in CENIT's bakery workshop two years ago. She remains a faithful participant because "I like making bread. I always wanted to learn. I'd like to set up my own business, but, financially, I just can't afford to right now."

Raquel has two children enrolled in CENIT's Drop-In Tutoring Center and works several jobs to support her other children. During the week, Raquel makes \$2.00 a day for a 13 hour cleaning shift in a doctor's office. In the evenings, she looks after another family's children, adding \$1.40 to her daily earnings. The weekends are more lucrative for Raquel as she is able to find ironing and cooking jobs with tend to pay \$7 for a 10 to 12 hour shift.

Production Workshop

While CENIT recognizes our children's need to contribute economically to their families, we advocate for a safe working environment for these young laborers. One solution we've found for this challenging problem is to provide a limited number of jobs on-site. At present there are four girls employed in our recycled paper and card-making workshop. Children work a two to four hour shift on weekday mornings, then stay for lunch and go to school. Children are paid a wage equivalent to what they would earn on the street, but have recess, snack, access to lunch, schooling as well as medical and psychological care when necessary. The proceeds from the sale of the products made go to sustain the workshop itself (buying additional prime materials), paying the children and educators, and sustaining other CENIT programs. Tania is a student in CENIT's Primary Workshop School and a participant in the recycled paper and card-making workshop. Tania is 14 years old and now at the seventh grade equivalent level. She joined the production workshop with her sister, Andrea, who is 11 years old.

The two girls, while sisters, only see one another at CENIT. After their parents divorced some six years ago, the girls suffered abuse at the hands of their stepfather and fled to a relative's house. Andrea became subject to additional abuse and sought shelter with a different relative.

Both girls continue to study and work at CENIT. Tania says that she likes the paper-making workshop because she gets to make recycled paper sheets and press

flowers. She worked as a domestic employee in the past but didn't make enough to cover her bus fare. Now she is making a decent wage in an environment she likes. As an adult, Tania wants to be a professional make-up artist. She wouldn't want to work only with famous clients, though. Tania wants to work with women of all backgrounds-rich and poor-to make them feel better about themselves.

Vocational High School

For young women and men who cannot afford a high school tuition, CENIT offers a vocational program that certifies students as artisans in three years. At present CENIT offers training in carpentry and sewing to approximately 100 students. Julia lives with her mother, father and 4 of her 5 siblings. She entered the Family Assistance Program when she was 13 years old, as a workshop participant. Sonia was out of school for financial reasons, selling vegetables in the market full time. She and her sister heard about CENIT's Family Assistance Program from the CENIT outreach workers passing through the markets. The girls wanted to study cosmetology, but the scissors and other utensils were too expensive. But Sonia was interested in learning to be a seamstress, and one of the educators at CENIT encouraged her to enroll in CENIT's vocational high school.

Now sixteen years of age and in her third and final year of the program, Sonia is at the top of her class. To finance her education and help her family, she continues to sell vegetables on the weekends (an activity which yields \$5 for 8 hours of work). Sonia also helps with housecleaning and caring for her three younger siblings.

And after graduation in June? Sonia would like to finish high school to get her diploma, but her family does not have the funds to pay for further education. For this reason, Sonia plans to work as a seamstress. She is hopeful about her future prospects and relishes the opportunity to study again in the future.

Annexe 2: Présentation de l'association AVSF

1- Charte de l'association

Notre mission

Dans notre monde, 2 milliards d'êtres humains dépendent directement de l'agriculture et de l'élevage pour vivre. La mondialisation des échanges, la libéralisation économique et le désengagement des Etats imposent sans cesse de nouvelles contraintes aux sociétés rurales, laissant les populations paysannes de plus en plus démunies.

Association de solidarité internationale, *Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA)* soutient et accompagne les communautés rurales les plus menacées par l'exclusion et la précarité. Notre objectif est de les aider à se doter de revenus et de moyens d'existence durables afin qu'elles maîtrisent mieux les conditions de leur propre développement.

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) a pour principe d'agir en partenariat avec les organisations et les collectivités locales, les services publics et les entreprises au Sud comme au Nord. L'association souhaite en particulier faciliter les échanges et les collaborations entre professionnels du Nord et du Sud.

Les acteurs de *Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA)*, bénévoles comme salariés, sont des hommes et des femmes qui mobilisent leurs métiers et compétences variés et engagent leur énergie et leurs savoir-faire au profit de ces populations.

Nos modes d'action

Par des actions de développement, de sensibilisation, de plaidoyer ou d'éducation au développement, *Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA)* veut contribuer à créer les conditions d'un développement autonome et durable par :

- un accès équitable aux ressources naturelles (eau, terre, pâturages, forêts) et aux services (crédit, conseil technique, formation...);
- la promotion de pratiques de cultures et d'élevage efficientes efficaces, équilibrées et durables ;
- l'apprentissage de techniques et le transfert de savoir-faire pour un développement rural maîtrisé ;
- des actions sur les marchés qui permettent aux producteurs de se protéger contre l'impact local des mesures de déréglementation (commerce équitable, appui à l'organisation des filières...) et d'assurer la *stabilité des prix indispensable au développement*;
- le soutien aux acteurs locaux (coopératives, groupements de producteurs, syndicats professionnels, centres d'appui technique et de formation) qui interviennent sur les marchés et les politiques publiques de développement ;
- la création de liens de solidarité et de coopération entre acteurs de différents pays.

Nos valeurs

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) a l'ambition de promouvoir plus d'équité dans les relations internationales, refusant de considérer l'exclusion comme inéluctable. A ce titre, l'organisation participe au plaidoyer en faveur d'une inflexion forte des politiques générales et des pratiques qui engendrent la pauvreté et l'injustice. Elle encourage les témoignages de ses membres et de ses partenaires afin d'alimenter réflexions et débats sur les questions de développement.

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) adopte une démarche globale : au Sud comme au Nord, l'association mène un même combat pour la maîtrise des politiques agricoles, le respect des identités locales et le refus du tout marché.

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) veut montrer que l'agriculture paysanne est économiquement viable, écologiquement durable et socialement juste. Au-delà de l'approvisionnement des marchés, elle est source d'emploi rural et contribue au maintien des structures sociales, elle valorise la biodiversité et favorise la participation des paysans à la démocratie locale.

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) s'interdit de se substituer aux acteurs locaux et de participer à toute forme d'intervention dont les populations locales seraient exclues.

Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) est ouverte à toutes celles et ceux qui partagent ces valeurs.

2- La stratégie de coopération de VSF-CICDA en Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine reste la région la plus inégalitaire du monde. Le désengagement de l'Etat en matière de développement rural se poursuit et les agricultures paysannes, considérées comme marginales, sont délaissées au profit du modèle agro-exportateur.

Résultat, la paupérisation des zones rurales et l'émigration ne cessent de croître. Face à cette situation, la société civile se renforce et les mouvements sociaux et indiens consolident leur poids politique. Dans ce contexte, la coopération de VSF-CICDA contribue au renforcement des capacités des organisations rurales et des institutions d'appui pour un développement équitable et durable.

Des projets locaux permettent à nos partenaires (organisations paysannes, municipalités rurales, ONG, centres de formation) de développer des références pour promouvoir, d'une part, une agriculture paysanne durable et intégrée aux économies nationales, et d'autre part, les droits des populations paysannes.

Les actions portent sur :

- l'accès aux ressources et leur gestion concertée (irrigation, zones pastorales, zones forestières) ;

- le renforcement d'organisations professionnelles dans les filières de produits agricoles et d'élevage

(café, cacao, mangue, sucre, quinoa, produits laitiers, maraîchage, cardamome...);

- l'appui à la diversification d'activités en milieu rural.

Par ailleurs sont déployées des actions transversales : formations, mises en réseau et échanges nationaux et internationaux. Elles contribuent à renforcer les instances représentatives des agricultures paysannes dans cette région et à développer leurs capacités à porter des propositions du monde rural dans les politiques publiques.

NOTRE ÉQUIPE EN AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : Roberto Aparicio - Coordinateur Bolivie • Xavier Barat -

Coordinateur Sud Brésil • Emmanuel Bayle - Coordinateur Nord Brésil • Cécile Bérut - Coordinatrice Haïti • Gonzalo

Cardona - Coordinateur Guatemala • Christophe Chauveau - Coordinateur Equateur • Carlos Cubillos - Coordinateur

régional Amérique Centrale • Michel Laforge - Coordinateur régional Andes • César Paz - Coordinateur Pérou • William Roa

- Coordinateur Nicaragua • Hugo Salgado - Coordinateur Venezuela... et plus de 60 collaborateurs, assistants techniques

expatriés et nationaux.

P.Rocher

Annexe 3 Ethnica

Présentation de l'association et rapport d'activité Mexique

DOCUMENTS NON COMMUNIQUES, voir version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Annexe 4 Questionnaire envoyé à 10 ONG

unique réponse

1- Comment est née votre association ?

Groupe d'agriculteurs qui réfléchissent aux interdépendances Nord Sud.

2- Quel est votre rôle dans l'association ?

Aujourd'hui : personne ressource

3- En quoi consiste votre travail ?

/

4- Quels sont la philosophie et les objectifs de l'association ?

Rappeler les interdépendances Nord Sud ; former les paysans ici à ces notions, soutenir concrètement un projet de développement rural en Haïti

5- Quel est votre secteur d'intervention ?

Agriculture et animation paysanne

6- Dans quel pays agissez vous en Amérique Latine ?

Haïti

7- Qui a l'initiative d'un projet ?

CEIPAL et partenaire local

8- Selon quels critères vous investissez vous dans un projet?

Relations avec le partenaire local

10- Quel est votre rôle dans la mise en place d'un projet : logistique, formation, expertise.... ?

Le rôle du CEIPAL : recherche de co-financement (le partenaire local a aussi ses propres financements), envoi de volontaire, suivi du projet.

La mise en œuvre se fait par l'équipe locale

11- Quels sont vos différents interlocuteurs sur place ?

Partenaire local, Responsable agriculture du SCAC à Port au Prince, autres ONG dans le même domaine..

12- Comment avez vous eu ces contacts ?

Relations personnelles, actions d'éducation au développement e France qui multiplient les partenariats et contacts.

13- Quel rôle jouent ils dans la mise en place et la continuité du projet ?

Le partenaire local met en œuvre le projet avec un suivi du CEIPAL.

14- Que pensez vous du développement participatif ?

La participation des bénéficiaires est essentielle, l'implication de l'équipe locale tout autant.

15- Comment peut on intégrer la population locale concernée à la mise en place d'un projet ?

Ecoute des besoins-information-formation-échange-

16- Combien de temps durent vos projet et votre présence sur place ?

Le CEIPAL est partenaire de l'APF depuis plus de 10 ans.

17- Quand et pourquoi faut il décider de partir ?

Lorsque l'autonomie est atteinte au niveau local.

18- Certains de vos projets ont-ils déjà échoué et si ouis pourquoi selon vous ?

Pas d'échec mais des difficultés en raison de plusieurs facteurs :

- rapport au temps,
- manque de suivi

19- Que signifie selon vous, intégrer une dimension culturelle au développement ?

Ne pas focaliser sur des objectifs mais savoir les adapter au contexte culturel.

Réfléchir au mode de développement et aux projets à mettre en œuvre en concertation étroite avec les partenaires locaux.

20- Quelles difficultés cela peut entraîner ?

Demande plus de temps et disponibilité, adaptation, flexibilité souvent incompatible avec les exigences des bailleurs !

21- Comment ne pas tomber dans l'import de codes de valeurs occidentaux ?

Travailler en partenariat.

22- Quelle place a la culture dans le développement ?

Une place prépondérante.

23- Pourquoi les projets clefs en main ne sont pas toujours porteurs de développement selon vous ?

Manque d'adaptation.

24- Est ce que la prise en compte de la dimension culturelle du développement pourrait éviter les écueils précédents ?

Sans aucun doute

25- Qui finance vos projets ?

MAE

26- Est ce que les bailleurs de fonds peuvent exercer une certaine influence sur les projets ? si oui de quelle manière ?

Oui, cf ci –dessous, mais aussi dans les choix des projets (en incluant de nouveaux critères comme le suivi, l'autonomie du partenaire ...)

27- Si vous le souhaitez vous pouvez me détailler la mise en place d'un projet caractéristique de votre association

Je vous remercie beaucoup de votre aide